

# Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire des ménages ruraux (ENSA)

## TCHAD



Décembre 2014  
Données collectées en Octobre  
2014



Ministère de  
l'Agriculture et  
de l'Environnement

SIMPA/DPAS



World Food  
Programme

## Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire des ménages ruraux du Tchad (ENSA)

Données collectées en octobre 2014.

Rapport publié en décembre 2014.

Ce rapport a été élaboré et rédigé par :

**Salif Sow**, Conseiller Technique Principal / SISAAP/FAO ([salif.sow@fao.org](mailto:salif.sow@fao.org))

**Olo Sib**, VAM officer / PAM ([ollo.sib@wfp.org](mailto:ollo.sib@wfp.org))

**Mahamat Allamine Ahmat Alhabo**, Statisticien / SISAAP ([allamine\\_alhabo@yahoo.fr](mailto:allamine_alhabo@yahoo.fr))

**Adoum Djamaladine**, Agroéconomiste / SISAAP ([adoum.djamaladine@yahoo.fr](mailto:adoum.djamaladine@yahoo.fr))

**Kississou Etienne**, National VAM officer / PAM ([kississou.etienne@wfp.org](mailto:kississou.etienne@wfp.org))

**Allarabaye Madjioudal**, Food Security Monitoring Officer / PAM ([allarabaye.madjioudal@wfp.org](mailto:allarabaye.madjioudal@wfp.org))

**Denis Mesngar**, GIS Senior Assistant / PAM ([denis.mesngar@wfp.org](mailto:denis.mesngar@wfp.org))

**Rimtebaye Riangular**, VAM Assistant / PAM ([rimtebaye.riangular@wfp.org](mailto:rimtebaye.riangular@wfp.org))

**NGaro Brousse**, Chef de Service SIMPA / DPAS ([ngarobrousse@yahoo.fr](mailto:ngarobrousse@yahoo.fr))

**Boel Tinan**, CNNTA ([boeltinan@gmail.com](mailto:boeltinan@gmail.com))

Ont contribué à la rédaction de ce rapport :

Hashanty Oumar Chaïb, Coordonnateur /SISAAP ([hassanty.chaib@gmail.com](mailto:hassanty.chaib@gmail.com))

Idriss Lalouche Kostam, Expert GBD/SISAAP **Mingueyambaye Naiban**, Nutritionniste / SISAAP ([naibanfils@yahoo.fr](mailto:naibanfils@yahoo.fr))

**Sartebaye Dobingar**, DPAS ([sartebayed@yahoo.fr](mailto:sartebayed@yahoo.fr))

**Marianne Tinlot**, Expert Sécurité Alimentaire /SISAAP/ FAO ([marianne.tinlot@fao.org](mailto:marianne.tinlot@fao.org))

© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM en collaboration avec la FAO/Tchad et le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement (SISAAP)

### Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou [wfp.vaminfo@wfp.org](mailto:wfp.vaminfo@wfp.org)

### Pour plus d'informations, contacter:

**Lauren Landis** : Directrice, Représentante du PAM ([lauren.landis@wfp.org](mailto:lauren.landis@wfp.org))

**Hassanty Oumar Chaïb**, Coordinateur National du SISAAP ([hassanty.chaib@gmail.com](mailto:hassanty.chaib@gmail.com))

**Salif Sow**, Conseiller Technique Principal SISAAP/FAO ([salif.sow@fao.org](mailto:salif.sow@fao.org))

**Peter Musoko**, Directeur Adjoint du PAM ([peter.musoko@wfp.org](mailto:peter.musoko@wfp.org))

**William Nall**, Chef de Programme du PAM ([william.nall@wfp.org](mailto:william.nall@wfp.org))

<b>1. Résumé exécutif</b> .....	<b>4</b>
<b>2. Contexte et justification</b> .....	<b>8</b>
<b>3. Résultats de l'étude</b> .....	<b>10</b>
<b>3.1. VINGT SIX POURCENT DES MENAGES ONT UNE CONSOMMATION ALIMENTAIRE PAUVRE ET LIMITE</b> .....	<b>10</b>
<b>3.2. CAPACITES ECONOMIQUES LIMITEES DES MENAGES A ACCEDER A DES ALIMENTS VARIES</b> .....	<b>13</b>
<b>3.3. PREVALENCE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE STABLE PAR RAPPORT A 2013, EN BAISSSE PAR RAPPORT A 2009</b> .....	<b>14</b>
<b>3.4. DES MENAGES AFFECTES PAR LA MAUVAISE DISTRIBUTION SPATIO-TEMPORELLE DES PLUIES</b> .....	<b>20</b>
<b>3.5. DES MENAGES ENDETTES POUR ACHETER PRINCIPALEMENT LA NOURRITURE</b> .....	<b>21</b>
<b>3.6. DES MENAGES ENCORE SOUS L'EFFET DE LA SOUDURE PRECOCE ET LONGUE DE 2013/2014</b> .....	<b>21</b>
<b>3.7. SEVERITE MARQUEE DE LA MAUVAISE DISTRIBUTION SPATIO-TEMPORELLE DES PLUIES</b> .....	<b>23</b>
<b>3.8. STOCKS ALIMENTAIRES MOYENS A FAIBLES</b> .....	<b>25</b>
<b>3.9. SOURCES DE REVENU GLOBALEMENT STABLES</b> .....	<b>28</b>
<b>3.10. REVENU MOYEN MENSUEL DES MENAGES EN HAUSSE PAR RAPPORT A 2013 A L'EXCEPTION DES PASTORAUX, DES PETITS COMMERÇANTS ET DES TRAVAILLEURS JOURNALIERS</b> .....	<b>29</b>
<b>3.11. ACHAT SUR LES MARCHES, PRINCIPALE SOURCE DE NOURRITURE MEME EN PERIODE DE RECOLTE</b> .....	<b>30</b>
<b>3.12. PART DES DEPENSES ALIMENTAIRES EN HAUSSE PAR RAPPORT A 2013</b> .....	<b>31</b>
<b>3.13. RESILIENCE DES MENAGES FAIBLE EN RAISON DE LA POSSESSION LIMITEE DE BIENS PRODUCTIFS</b> .....	<b>33</b>
<b>3.14. POSSESSION DU CHEPTEL ESTIMEE EN UNITE BETAIL TROPICAL EN HAUSSE</b> .....	<b>36</b>
<b>4. Cinq messages clés de l'ENSA</b> .....	<b>38</b>
<b>5. Recommandations</b> .....	<b>39</b>
<b>6. Annexes</b> .....	<b>40</b>
<b>6.1. TERMES DE REFERENCE</b> .....	<b>40</b>
<b>6.2. CONSTRUCTION DU SCORE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE</b> .....	<b>44</b>
<b>6.3. INDICE MOYEN DE STRATEGIE DE SURVIE</b> .....	<b>45</b>
<b>6.3. CLASSES D'INSECURITE ALIMENTAIRE ET SEUILS DE CONSERVATION DES INDICATEURS EN QUATRE CATEGORIES</b> .....	<b>46</b>
Tableau 1: Groupes de consommation alimentaire par région.....	11
Tableau 2: Groupes de consommation alimentaire selon les caractéristiques socio-démographiques du chef de ménage	12
Tableau 3: Principaux aliments consommés par les ménages au cours des dernières 24 heures.....	14
Tableau 4: Population affectée par l'insécurité alimentaire par région.....	14
Tableau 5: Prévalence de l'insécurité alimentaire selon la principale source de revenu.....	16
Tableau 6: Proportion de ménages endettés par région.....	21
Tableau 7: Proportion de ménages ayant appliqué des stratégies de survie alimentaire au cours des sept derniers jours.	24
Tableau 8: Niveau des stocks alimentaires, superficie emblavée par région.....	25
Tableau 9: Revenu moyen mensuel par source de revenu.....	29
Tableau 10: Corrélation insécurité alimentaire, score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire et revenu moyen mensuel.....	29
Tableau 11: Principales sources des aliments consommés par les ménages par région.....	30
Tableau 12: Quintiles des dépenses alimentaires per capita.....	32
Tableau 13: Quintiles de richesse par région.....	34
Tableau 14: Variation UBT au cours des six derniers mois par région.....	37
Figure 1: Insécurité alimentaire globale par département (% population).....	7
Figure 3: Score de diversité alimentaire ménage (nombre d'aliments consommés).....	13
Figure 4: Evolution de l'insécurité alimentaire globale (2009-2014).....	15
Figure 5: Prévalence de l'insécurité alimentaire globale (% population).....	17
Figure 6: Prévalence de l'insécurité alimentaire globale (% population).....	18
Figure 7: Prévalence de l'insécurité alimentaire sévère (% population).....	19
Figure 8: Indice simplifié moyen de stratégie de survie.....	23
Figure 9: Durée moyenne des stocks alimentaires (nombre de mois).....	27
Figure 10: Structure des dépenses mensuelles des ménage.....	31
Figure 11: Quintile de pauvreté (% ménages).....	33
Figure 12: Possession du cheptel (UBT).....	36

## 1. Résumé exécutif

La campagne agricole 2014/2015 est caractérisée par une installation tardive des pluies dans la zone sahélienne et une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies jusqu'en juin dans une grande partie de la zone sahélienne. Les pluies se sont effectivement installées à partir de mi-juillet puis elles ont été plus régulières et abondantes jusqu'en octobre. La production brute céréalière prévisionnelle de la campagne agricole 2014/2015 est estimée à 2 669 653 tonnes<sup>1</sup>; soit une hausse d'environ 9% par rapport à la moyenne quinquennale. C'est une production moyenne à bonne avec des disparités inter et intra régionales importantes. Ces disparités laissent entrevoir des zones de vulnérabilité plus ou moins larges. Afin d'identifier ces zones de vulnérabilité, le SISAAP, la FAO et le PAM ont conjointement financé l'enquête nationale sur la sécurité alimentaire. L'UNICEF, le CNNTA et les directions techniques du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement ont mobilisé 87 enquêteurs. Ces derniers ont enquêté un échantillon aléatoire de 6 949 ménages répartis dans 63 départements sur les 67 que compte le Tchad. En fait, quatre départements des régions de Tibesti et de Borkou n'ont pas été visités à cause des difficultés d'accès. Les données ainsi collectées sont représentatives de l'ensemble de la population des départements visités.

Les résultats de l'ENSA d'octobre 2014 indiquent que **2,4 millions de personnes** sont en insécurité alimentaire globale (20%) dont **428 000** en situation d'insécurité alimentaire sévère (3,6%). Ces ménages font également face à un déficit de consommation alimentaire important. Ils n'arrivent pas à couvrir leurs besoins alimentaires minimum sans l'assistance ou l'aide de parents/amis. L'analyse de l'insécurité alimentaire globale au niveau des régions bien que pertinent cache des disparités importantes. En effet, l'analyse désagrégée révèle une situation alimentaire particulièrement précaire dans les départements de Biltine (61%), d'Abdi (47%), Djourouf Al Hamar (47%), Assoungha (44%), Kimiti (44%), Nord Kanem (43%), Wayi (40%), Mangalmé (39%) et Kanem (39%). Aussi, les résultats montrent une situation alimentaire fragile dans les départements de Batha Est (38%), de Ouara (38%), de Bahr El Gazal Sud (36%), de Bahr El Gazal Nord (32%). Par ailleurs, l'insécurité alimentaire sévère est prépondérante dans les départements de Wayi (28%), Batha Est (22%), Batha Ouest (15%) et Nord Kanem (14%).

Au cours des entretiens organisés avec les ménages, il leur a été demandé de dire s'ils avaient subi un choc au cours des six derniers mois. De l'analyse des réponses, 40% des ménages ont confirmé avoir subi au moins un choc. La sécheresse (39%), les ennemis des cultures (13%), les inondations (9%) sont les principaux chocs subis par ces ménages. Puis viennent les épizooties (7%), les maladies chroniques (7%) et le décès du chef de ménage ou d'un membre important (6%). L'analyse de ces chocs confirme la forte sensibilité des ménages ruraux tchadiens aux chocs environnementaux. Les discussions avec les ménages mettent en évidence un impact négatif de ces chocs sur les revenus tirés de l'agriculture vivrière pluviale et l'élevage qui sont leurs deux principaux moyens d'existence. Sur une échelle allant de un à cinq (de très faible à très élevé), l'impact de ces chocs est classé élevé à très élevé par environ 60% des ménages. Environ 50% des ménages ne pourraient pas se révéler (se remettre) tout seul de ce choc.

En conclusion, la mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies (sécheresse par-là, inondation par ci) est le principal choc subi par les ménages. Les ennemis des cultures et les épizooties en sont généralement des conséquences. A ceux-ci il faut ajouter les chocs socio-économiques impactant la source des revenus et de nourriture des ménages.

Pour faire face à ces chocs, les ménages ont développé un large éventail de stratégies. Les stratégies de survie utilisées dans cette analyse doivent être comprises comme toute nouvelle façon pour les ménages de combiner leurs avoirs (biens, capacités, activités) pour se procurer de la nourriture ou de l'argent pour acheter la nourriture. Chez les agro-pasteurs, l'effet immédiat d'une mauvaise répartition des pluies est la perte de la production céréalière pluviale. N'ayant pas assez de récoltes pour se nourrir et échanger sur les marchés, les

---

<sup>1</sup> DPAS : Direction de Production des Statistiques Agricoles, , mission conjointe d'évaluation des récoltes octobre 2014

ménages ont prioritairement emprunté de l'argent (25%) ou de la nourriture (21%). Ceux qui disposent encore d'une épargne monétaire l'ont dépensé (15%).

Par ailleurs, pour beaucoup de ménages, la soudure passée a été précoce et longue, par conséquent, ils ont commencé à manger des récoltes immatures (11%) ; indiquant que ces ménages vivent une situation de crise. Des ménages victimes des fontes de semis ont mangé les semences restantes (8%). Ceux qui n'ont pas une bonne récolte ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école (5%) et réduisent les dépenses consacrées à l'éducation ; indiquant peu d'enfants, notamment les filles, seront scolarisés. Pour répondre aux besoins alimentaires immédiats, des ménages sacrifient les dépenses pour les soins de santé (10%) ; ce qui explique en partie la proportion relativement élevée de décès du chef de ménage ou d'un membre important (6%).

L'analyse indique que parmi les ménages très affectés par la mauvaise distribution des pluies, il y a des ménages qui envoient certains de leurs membres mendier (4%), qui vendent leur parcelle (3%) ou qui vendent leurs femelles (Vaches) reproductrices (5%) Ces stratégies de survie sont particulièrement sévères et caractérisent des ménages en situation d'urgence. Pour acheter de la nourriture, 65% des ménages ont contracté une dette. Cette dette est généralement remboursée par la vente des récoltes à venir. Par conséquent, ces ménages resteront dans une situation alimentaire fragile même s'ils réalisent de bonnes récoltes.

L'incidence (sévérité) du choc sur les moyens de subsistance est mesurée en calculant l'indice simplifié de stratégie de survie. La valeur de l'indice varie entre 0 et 56. Sa moyenne est de 4,3 en octobre 2014. L'écart type élevé (8,8) confirme une situation alimentaire très hétérogène dans le pays ; une forte disparité géographique et entre groupes de moyens d'existence de l'insécurité alimentaire. Par rapport à la moyenne nationale, l'indice simplifié de stratégie de survie (CSI) est particulièrement élevé dans les régions de Bahr El Gazal (CSI=13), Kanem (13) et le Lac (11) ; indiquant que la situation alimentaire des ménages de ces régions est très dégradée.

L'analyse entre groupes de moyens d'existence montre que certains groupes sont plus affectés que d'autres. Ainsi, l'on note que les ménages qui vivent de l'élevage et de la vente de ses produits dérivés ont été particulièrement affectés par la mauvaise distribution des pluies ; (CIS=7). La soudure pastorale s'étant prolongée jusqu'en août 2014 à cause des mauvaises conditions pastorales de l'hivernage 2013/14 et, l'assèchement précoce des marres qui a occasionné un départ précoce des transhumants vers le Sud. De plus, le manque d'eau ou les inondations ont affecté la qualité des pâturages. Par endroits, la pression augmente sur le pâturage encore disponible. Le mauvais embonpoint des animaux qui en résulte concourt à une dépréciation de leur valeur monétaire. La baisse des prix des animaux, alors que le niveau des prix de céréales demeure élevé, érode le pouvoir d'achat de ces ménages pastoraux et transhumants.

Les ménages qui vivent des dons et du travail agricole journalier recourent le plus aux stratégies de survie alimentaires. Les premiers dépendent de la générosité et de la solidarité qui peuvent rapidement s'effriter en cas de choc. Le marché du travail journalier, notamment agricole, se contracte en période de récolte lors que la production agricole n'est pas abondante ; là où les récoltes ne sont pas bonnes, les travailleurs agricoles journaliers manquent d'opportunité de travail. L'analyse indique que tous les autres groupes de moyens de subsistance sont touchés : artisanat (CSI=5), vente de produits agricoles (CSI=4), petit commerce de produits non alimentaire (CSI=5), commerce de produits alimentaire (CSI=3), salariat (CSI=2), etc. Ce résultat confirme que la mauvaise distribution spatio-temporelle a un impact sur tous les secteurs économiques.

Dans certains départements affectés, la soudure pastorale pourrait commencer dès avril 2015, soit deux mois plutôt que d'habitude (juin en année normale). Les stocks céréaliers des ménages agricoles s'épuiseraient à partir d'avril dans les zones affectées ; la soudure des agriculteurs commencerait alors deux mois plutôt (juillet habituellement).

De ce qui précède, l'on est en droit de se demander quelles seraient les actions adaptées pour répondre aux besoins alimentaires des ménages. A priori, l'assistance alimentaire en nature paraît être la principale option

de réponse dans les zones les plus affectées. Toutefois, les programmes de transferts monétaires (coupons alimentaires, argent) sont fortement recommandés ; cette option est renforcée par les stratégies de survie appliquées qui sont tournées vers le marché (dépendance au marché, dépense alimentaire élevée, emprunt d'argent ou de nourriture). L'enquête indique que les chocs climatiques sont récurrents (ils arrivent chaque année pour un grand nombre de ménages). De ce fait, il paraît plus pertinent de préparer les communautés rurales à faire face en renforçant la résilience des ménages. /.



## 2. Contexte et justification

Au Tchad, du fait de la remontée tardive du front intertropical, la campagne agricole 2014/2015 s'est caractérisée par un début difficile. En effet, les premières pluies utiles sont arrivées relativement tard. La campagne agricole s'est effectivement installée à la mi-juillet. Des pluies abondantes ont été enregistrées entre juillet et octobre 2015.

Toutefois, il convient d'indiquer que dans certaines régions du pays, notamment dans le Sahel Ouest (Kanem, Bahr El Gazal, Lac) et une partie du Moyen Chari, les pluies ont été particulièrement mal distribuées dans le temps et dans l'espace.

L'eau étant le talon d'Achille de l'agriculture tchadienne, la mauvaise distribution spatio-temporelle des pluies affecte négativement la production agricole. La production céréalière totale est estimée à 2 669 653 tonnes<sup>2</sup>, soit une très légère hausse de deux pourcent par rapport à la campagne agricole 2013/2014. Comparée à la moyenne quinquennale, la production céréalière de la campagne agricole 2014/2015 a enregistré une hausse de neuf pourcent.

Ces chiffres globaux masquent d'importantes disparités interrégionales. En 2014/2015, la production céréalière de la zone sahélienne est estimée à 1 905 428 tonnes contre 764 225 tonnes dans la zone soudanienne. Dans la première zone, elle est en hausse de vingt-six pourcent tandis que la zone soudanienne enregistre une baisse de cinq pourcent par rapport à la moyenne quinquennale de production céréalière.

Dans la zone sahélienne, par rapport à la moyenne quinquennale, la production céréalière en 2014/2015 est baisse de quatre vingt sept pourcent, quarante neuf pourcent, trente sept pourcent, vingt un pourcent et dix-neuf pourcent respectivement dans les régions du Kanem, Sila, Wadi Fira, Salamat et Lac.

Dans la zone soudanienne, des baisses particulièrement importantes de la production céréalière sont enregistrées dans les régions de Moyen Chari (-81%), Mayo-Kébbi Ouest (-63%). Dans la Tandjilé, où la production de riz recule, la production céréalière est en baisse de 28% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

L'analyse des données ci-dessus confirme une campagne agricole moyenne à bonne. Bien que la production céréalière nationale soit en hausse, des pertes importantes sont enregistrées dans les greniers du pays.

Par ailleurs, pour ce pays sahélien peuplé de treize millions d'habitants répartis sur de 1,3 million de kilomètre carré, les besoins céréaliers sont importants ; l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), estime à 159 Kg la consommation moyenne annuelle de céréales par tête. Comme cette année (202,2 Kg/personne/an), la production céréalière brute nationale ne couvre que partiellement les besoins alimentaires.

De plus, l'alimentation d'une part élevée de ménages est pauvre et peu varié. Ainsi, l'on note que la proportion de ménages appartenant à la classe de consommation alimentaire pauvre est globalement stable entre novembre 2011 et octobre 2014% ; passant de 14% à 13%.

Par ailleurs, l'insécurité alimentaire affecte chaque année, notamment durant la période de soudure une proportion importante de ménages ruraux. Toutefois des progrès importants ont été accomplis par le pays dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. En effet, la proportion de personnes en insécurité alimentaire globale est passée de quarante-deux pourcent à vingt un pourcent entre novembre 2011 et novembre 2013 ; soit une baisse de moitié. Malheureusement, ces progrès sont entravés par la pauvreté des zones rurales ;

---

<sup>2</sup> DPAS/DSA, Direction de la Production Agricole et des Statistiques, Tchad, octobre 2014.



46,7% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté<sup>3</sup>. Ces ménages pauvres rencontrent des problèmes d'accès économique à une nourriture riche, suffisante et variée.

Tout comme l'insécurité alimentaire, la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans est préoccupante. En juillet-août 2013, l'enquête SMART a indiqué une prévalence de la malnutrition aiguë globale (GAM) de 13,6% chez les enfants de moins de cinq ans. À la même période en 2014, la même enquête montre que les taux de GAM sont supérieurs à quinze pourcent (seuil d'urgence) dans dix départements de la zone sahélienne. De plus, dans douze autres départements, le taux de la GAM est supérieur à dix pourcent. Ces résultats confirment une situation nutritionnelle précaire, notamment dans la zone sahélienne du pays.

Le Tchad est un « îlot de paix » dans une région tourmentée. Les troubles créés au Nigéria par les adeptes de la secte de *boko haram* ont provoqué un afflux des populations de ce pays vers Tchad ; environ deux mille personnes réfugiées dans la région du Lac Tchad. Face à cette menace, le Gouvernement du Tchad a fermé ses frontières avec le Nigéria. Cette fermeture de frontière limiterait les exportations de bétail. Les effets de la crise du Nigéria sur le Tchad sont de moindre envergure comparativement aux conséquences de la crise que traverse la République Centrafricaine (RCA).

En effet, depuis la prise de Bangui par les rebelles de la SELEKA en mars 2013, des combats fratricides déchirent la RCA. Les attaques contre les populations civiles, notamment celles d'origine tchadienne, ont causé des mouvements importants de populations vers le Sud du Tchad. En mai 2014, l'Office International de la Migration (OIM) a enregistré 97 609 personnes retournées au Tchad dont 80 799 installées au Sud du Tchad. Ces retournés s'ajoutent à 90 645 réfugiés centrafricains installés, depuis 2003, dans les régions de Logone Oriental, Moyen Chari, Salamat et Mandoul.

En plus des réfugiés centrafricains, le Tchad accueille 359 719 réfugiés venus du Soudan et installés à l'Est (mai 2014, Haut-Commissariat des Réfugiés).

Ces afflux de populations augmentent la pression sur l'ensemble des ressources, notamment sur l'eau et la terre. La concentration du bétail des réfugiés et/ou des transhumants dans certaines régions du Sud accentue les conflits agriculteurs-éleveurs ou éleveurs-éleveurs.

---

<sup>3</sup> ECOSIT III, 2011



La consommation alimentaire des ménages est mesurée par deux principaux indicateurs : le score de consommation alimentaire (SCA) et le score de diversité alimentaire ménage (SDAM).

L'enquête révèle que les ménages sont équitablement repartis entre les groupes de consommation alimentaire pauvre (13%) et limite (13%). En novembre 2013, respectivement 9% et 18% des ménages avaient une consommation alimentaire pauvre et limite. Par conséquent, l'on conclue que la consommation alimentaire des ménages est stable par rapport à novembre 2013.

Par ailleurs, la consommation alimentaire des ménages peut être comparée par rapport à l'enquête de référence sur la sécurité alimentaire organisée en 2009<sup>4</sup>. Il ressort que la proportion de ménages de consommation alimentaire pauvre a baissé de trois points de pourcentage, passant de 16% à 13%. De même, en 2009, 25% des ménages appartenaient au groupe de consommation alimentaire pauvre contre 13% en octobre 2014; soit une baisse de douze points de pourcentage.

En octobre 2014, la consommation alimentaire des ménages est particulièrement pauvre dans les régions de Wadi Fira (31%), Batha (26%), Kanem (22%) et Mayo Kebbi Ouest (20%). Dans ces régions, la consommation d'aliments riches, notamment les protéines animales, le lait et les légumineuses est faible. Par exemple dans la région de Wadi Fira, les ménages n'ont consommé des protéines animales que trois jours sur sept contre cinq jours chez en moyenne au niveau national. De même, la consommation de légumineuses/oléagineux est quasi-existante.

Par contre, la consommation alimentaire est particulièrement riche et variée dans les régions de l'Ennedi Est (95%), Chari Baguirmi (93%) et Logone Occidental (90%).

**Tableau 1: Groupes de consommation alimentaire par région**

Régions	Groupe de consommation alimentaire		
	Pauvre	Limite	Acceptable
BAHR EL GAZAL	16%	9%	75%
BATHA	26%	7%	67%
CHARI BAGUIRMI	2%	5%	93%
GUERA	12%	16%	72%
HADJER LAMIS	7%	10%	83%
KANEM	22%	12%	66%
LAC	19%	10%	71%
LOGONE OCCIDENTAL	2%	8%	90%
LOGONE ORIENTAL	4%	9%	87%
MANDOUL	9%	7%	84%
MAYO KEBBI-EST	12%	21%	67%
MAYO KEBBI-OUEST	20%	24%	57%
MOYEN CHARI	18%	8%	74%
OUADDAI	24%	25%	51%
SALAMAT	4%	7%	89%
SILA	13%	26%	61%
TANDJILE	8%	12%	80%
WADI FIRA	31%	25%	45%
ENNEDI OUEST	2%	4%	95%
ENNEDI EST	9%	19%	72%
<b>Total Tchad</b>	<b>13%</b>	<b>13%</b>	<b>75%</b>

L'analyse désagrégée de la consommation alimentaire montre des disparités intra-régionales importantes. En effet, la carte ci-dessus montre que des proportions élevées de ménages de consommation alimentaire pauvre vivent dans les départements de Biltine (44%) et Batha Est (31%).

De plus, les départements de Wayi (27%), Bahr Koh (27%), Batha Ouest (27%), Abdi (25%), Fitri (24%), Ouara (24%), Nord Kanem (24%), Lac Lere (24%), Assoungha (23%) et Djourouf Al Hamar (23%), Iriba (21%) et Bahr El Gazal Nord (20%), plus d'un ménage sur cinq appartient au groupe de consommation alimentaire pauvre.

**Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM**

En plus des disparités géographiques, l'enquête montre que la consommation alimentaire est inégalement distribuée entre les différents groupes socio-économiques.

<sup>4</sup> Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité au Tchad, mai 2009.

**Tableau 2: Groupes de consommation alimentaire selon les caractéristiques socio-démographiques du chef de ménage**

Caractéristiques socio-démographiques		Groupe de consommation alimentaire		
		Pauvre	Limite	Acceptable
Age du chef de ménage	<= 35	11%	12%	<b>77%</b>
	36 - 45	14%	13%	74%
	46+	13%	14%	<b>73%</b>
Le chef de ménage sait lire/Ecrire.	Non	15%	13%	73%
	Oui	9%	12%	<b>79%</b>
Situation matrimoniale du CM:	Marié monogame	13%	12%	<b>75%</b>
	Marié polygame	13%	14%	73%
	Veuf (ve)	13%	14%	<b>73%</b>
	Séparé(e)/Divorcé(e)	10%	10%	79%
	Célibataire	7%	32%	61%
Sexe du chef de ménage	Masculin	13%	13%	75%
	Féminin	12%	13%	75%
<b>Total Tchad</b>		13%	13%	75%

**Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM**

L'âge des chefs de ménages varie entre 15 et 100 ans. L'âge médian est de 40 ans. Les chefs de ménages sont, pour la plus part, mariés et monogames (63%). Toutefois, 28% des chefs de ménages sont des polygames tandis que 9% sont veufs (9%) et séparés (2%). Les célibataires ne représentent que 0,4% des chefs de ménage.

L'analyse montre que les ménages dirigés par un chef de ménage plus âgé diversifient

moins les aliments consommés. De même, le fait de savoir lire/écrire favorise la consommation d'aliments variés et riches.

Les ménages dirigés par un veuf ou une veuve varient difficilement leur consommation alimentaire. Par contre, ceux qui disposent d'une main d'œuvre abondante du fait de la polygamie, varient d'avantage leur consommation alimentaire.

Les ménages sont dirigés principalement par des hommes (82%). Toutefois, l'enquête révèle une proportion élevée de femmes chefs de ménages dans les régions de Sila (46%), Kanem (33%), Lac (32%), Bahr El Gazal (29%). Ces régions sont parmi celles où l'on rencontre les proportions les plus élevées de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre et limite.



Les récoltes en cours contribuent à la diversification des aliments consommés par les ménages. En effet, au cours des dernières 24 heures, les ménages ont consommé en moyenne 9 groupes d'aliments sur 12.

**Tableau 3: Principaux aliments consommés par les ménages au cours des dernières 24 heures**

	Oui, aliment consommé au cours des 24 dernières heures (% ménage)
Céréales	98
Oléagineux, légumineuse	36
Légumes	62
Protéines animales riches en fer	16
Viande	51
Poulet	6
Poisson	74
Lait	29
Condiments	90
Sucre	95
Huile	94

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

Toutefois, l'analyse indique une faible consommation de légumineuses, de protéines animales et de lait d'où la proportion relativement élevée de ménages appartenant aux classes de consommation alimentaire pauvre et limite.

A la faveur des récoltes en cours, les enfants prennent en moyenne 2,5 repas par jour contre 2,3 pour les adultes. Dans les départements fortement affectés par l'insécurité alimentaire, l'on note une légère baisse du nombre moyen de repas pris par

jour par les enfants et les adultes. Par exemple, les départements de Bahr El Gazal Nord et Kanem, les adultes prennent deux repas par jour contre respectivement 2,1 et 2,4 chez les enfants.

Par ailleurs, le nombre de repas pris par les enfants et les adultes est particulièrement bas à Bahr Koh ; respectivement 1,9 et 1,4. L'enquête révèle une situation inquiétante dans les départements de Nya et Pende où les enfants prennent moins de deux repas; respectivement 1,8 et 1,7 contre 2 pour les adultes. Ces réductions du nombre de repas ou de la portion des adultes sont révélatrices de l'insécurité alimentaire qui affecte des ménages ruraux.

### 3.3. Prévalence à l'insécurité alimentaire stable par rapport à 2013, en baisse par rapport à 2009

L'insécurité alimentaire est déterminée en établissant une relation structurelle entre le score de consommation alimentaire, la part des dépenses alimentaires dans des dépenses total et l'indice des stratégies de survie sur les moyens d'existence. La combinaison des deux derniers indicateurs traduit la capacité d'accès des ménages à la nourriture.

Les résultats de l'analyse des données indiquent que **2,4 millions de personnes** sont en insécurité alimentaire globale (20%) dont **428 000** en situation d'insécurité alimentaire sévère (3,6%). Ces ménages font également face à un déficit de consommation alimentaire important. Ils n'arrivent pas à couvrir leurs besoins alimentaires minimum sans l'assistance ou l'aide de parents/amis.

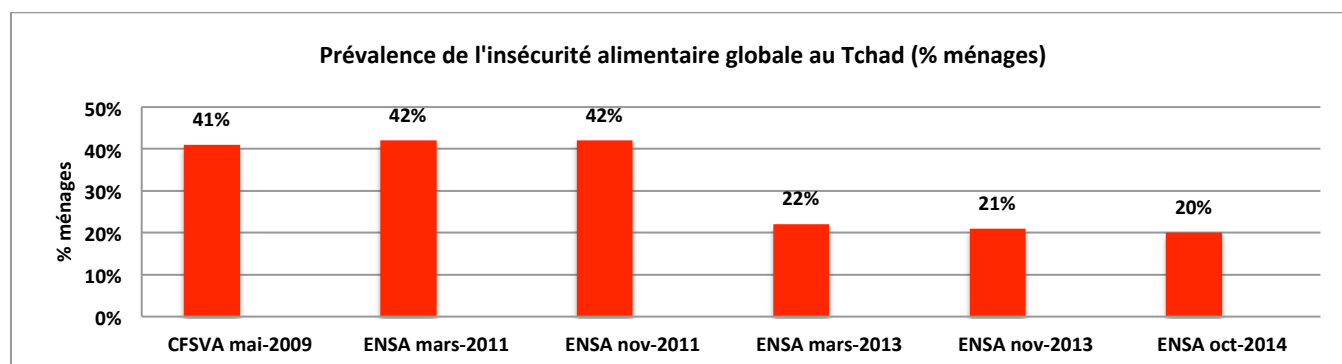
**Tableau 4: Population affectée par l'insécurité alimentaire par région**

Régions	Population totale en 2014	Population en insécurité alimentaire globale	Prévalence à l'insécurité alimentaire globale	Prévalence à l'insécurité alimentaire sévère
WADI FIRA	607 895	261 745	43%	7,4%
OUADDAÏ	862 328	361 313	42%	-
KANEM	398 645	137 511	34%	9,5%
SILA	463 303	152 879	33%	3,7%
BATHA	584 071	189 748	32%	15,7%
BAHR EL GAZAL	307 625	97 821	32%	8,5%
LAC	518 701	164 604	32%	18,0%
GUERA	643 738	161 060	25%	5,4%
ENNEDI EST	128 305	31 343	24%	2,5%
HADJER LAMIS	677 816	128 268	19%	2,0%
MOYEN CHARI	703 106	121 015	17%	-
TANDJILE	791 469	113 273	14%	1,3%
MAYO KEBBI EST	926 440	125 799	14%	2,5%
MAYO KEBBI OUEST	674 960	78 294	12%	0,4%
MANDOUL	751 004	73 138	10%	0,2%
LOGONE ORIENTAL	931 888	86 626	9%	-
SALAMAT	295 212	24 169	8%	0,4%
LOGONE OCCIDENTAL	823 920	54 734	7%	0,3%
ENNEDI OUEST	72 482	4 657	6%	-
CHARI BAGUIRMI	691 647	34 260	5%	0,3%
TOTAL	11 854 555	2 419 018	20%	3,6

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM



**En octobre 2014, 2,4 millions de personnes affectées par l'insécurité alimentaire globale, dont 428 000 par l'insécurité alimentaire sévère.**



**Figure 4: Evolution de l'insécurité alimentaire globale (2009-2014)**

**Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM**

L'analyse temporelle indique que dans les années de crise, comme en 2009 et 2011, au moins quarante pourcent des ruraux tchadiens sont affectés par l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, cette analyse montre que des progrès sont enregistrés dans la lutte contre l'insécurité alimentaire au Tchad; la proportion de ménages affectée par l'insécurité alimentaire globale a été divisée par deux entre novembre 2011 et la même période en 2013.

Les années 2013 et 2014 sont marquées par des mauvaises distributions spatio-temporelles des pluies; il n'y a pas eu de sécheresse comme en 2009. Mais, l'on note que l'insécurité alimentaire affecte, de manière constante, vingt pourcent des ruraux tchadiens depuis mars 2013. En d'autres termes, indépendamment de la qualité de la saison agricole, au moins 20% des ruraux tchadiens demeurent en insécurité alimentaire.

A travers le pays, l'insécurité alimentaire est inégalement distribuée. En octobre 2014, la prévalence de l'insécurité alimentaire globale est élevée (30 à 40% des personnes affectées par l'insécurité alimentaire) dans cinq des régions de la zone sahélienne; notamment Wadi Fira, Sila, Ouaddai, Kanem, Lac, Bahr El Gazal et Batha. Par ailleurs, les régions de Lac (18%) et Batha (15%) sont caractérisées par des prévalences particulièrement élevées de l'insécurité alimentaire sévère.

L'analyse de l'insécurité alimentaire globale au niveau des régions, bien que pertinente, cache des disparités importantes. En effet, l'analyse désagrégée révèle une situation alimentaire particulièrement précaire dans les départements de Biltine (61%), Abdi (47%), Djourouf Al Hamar (47%), Assoungha (44%), Kimiti (44%), Nord Kanem (43%), Wayi (40%), Mangalmé (39%) et Kanem (39%). Aussi, les résultats de l'ENSA d'octobre 2014 montrent une situation alimentaire fragile dans les départements de Batha Est (38%), de Ouara (38%), de Bahr El Gazal Sud (36%), de Bahr El Gazal Nord (32%).

Par ailleurs, l'insécurité alimentaire sévère est prépondérante dans les départements de Wayi (28%), Batha Est (22%), Batha Ouest (15%) et Nord Kanem (14%).



**Six départements (Biltine, Abdi, Djourouf Al Amar, Assounga, Nord Kanem, Wayi) ont une prévalence de l'insécurité alimentaire comprise entre 40% et 61%.**

**Dans dix autres départements (Kanem, Dar Tama, Mangalmé, Ouara, Batha Est, Bahr El Gazal Sud, Batha Ouest, Bahr El Gazal Nord, Dababa, Iriba), plus de 30% des personnes sont affectées par l'insécurité alimentaire globale.**

L'insécurité alimentaire affecte principalement les ménages dont les sources de revenus sont instables, notamment les travailleurs journaliers (37%), vente de produits de chasse, cueillette (29%), aide, dons (28%), les maraîchers (22%), les agriculteurs (20%) et les éleveurs (19%).

**Tableau 5: Prévalence de l'insécurité alimentaire selon la principale source de revenu**

Principales sources de revenu	Insécurité alimentaire globale (% ménages)
Vente de produits agricoles, autoproduits	20%
Vente des produits maraîchers	22%
Vente d'animaux ou de produits d'élevage	19%
Vente de produits de la pêche	11%
Vente de produits de chasse, cueillette	29%
Commerce de produits alimentaires ou animaux	10%
Petit commerce de produits non alimentaires	17%
Artisanat, petits métiers	22%
Travail journalier	37%
Salaire, pension	16%
Transport	15%
Aides, dons, transfert d'argent	28%

Par ailleurs, 24% des ménages dirigés par des femmes sont affectés par l'insécurité alimentaire contre 20% dirigés par des hommes.

L'analyse ci-dessus se réfère à l'insécurité alimentaire aigüe. Par conséquent, il est pertinent de comprendre les chocs qui ont affecté les ménages.

**Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM**



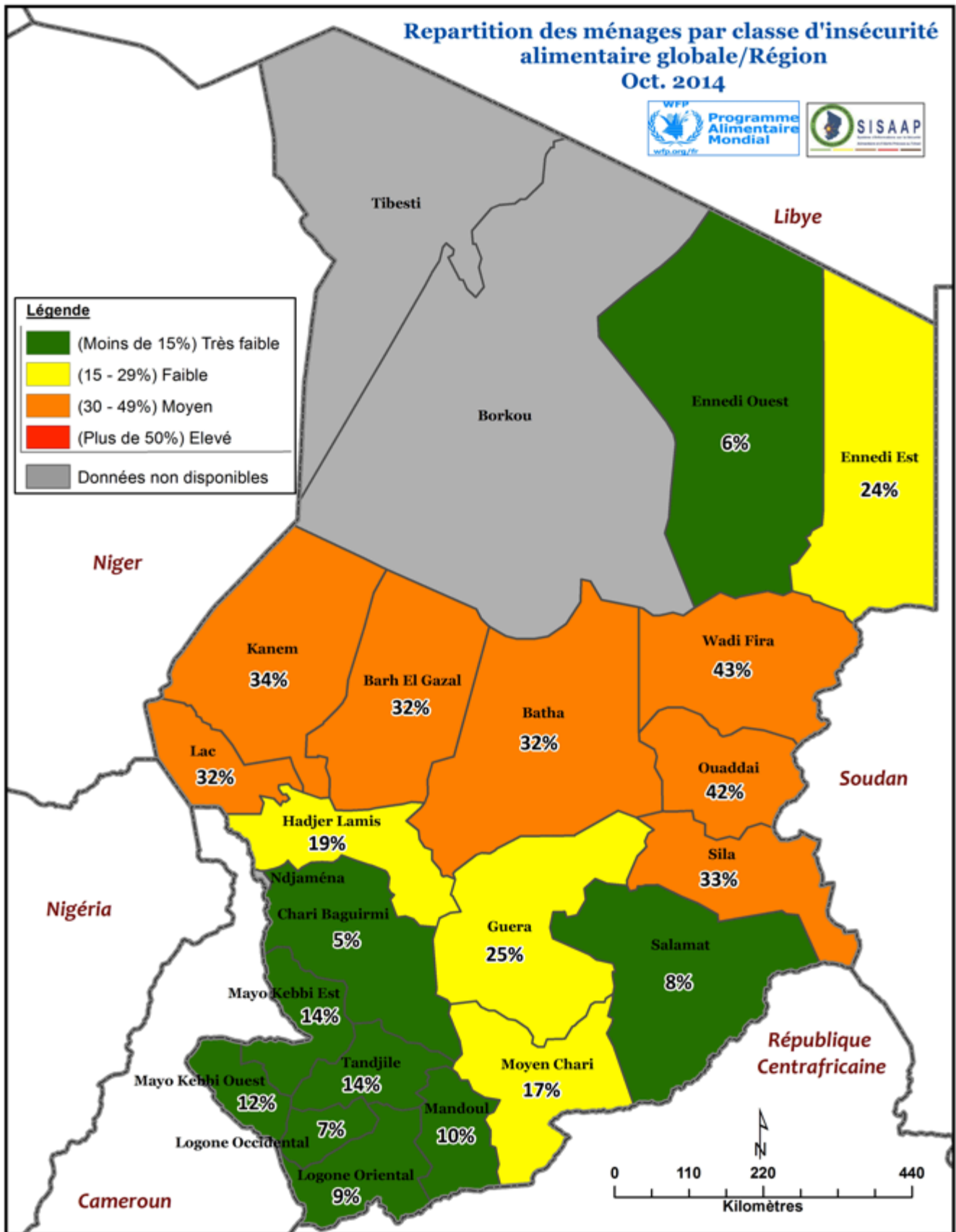


Figure 5: Prévalence de l'insécurité alimentaire globale (% population)

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

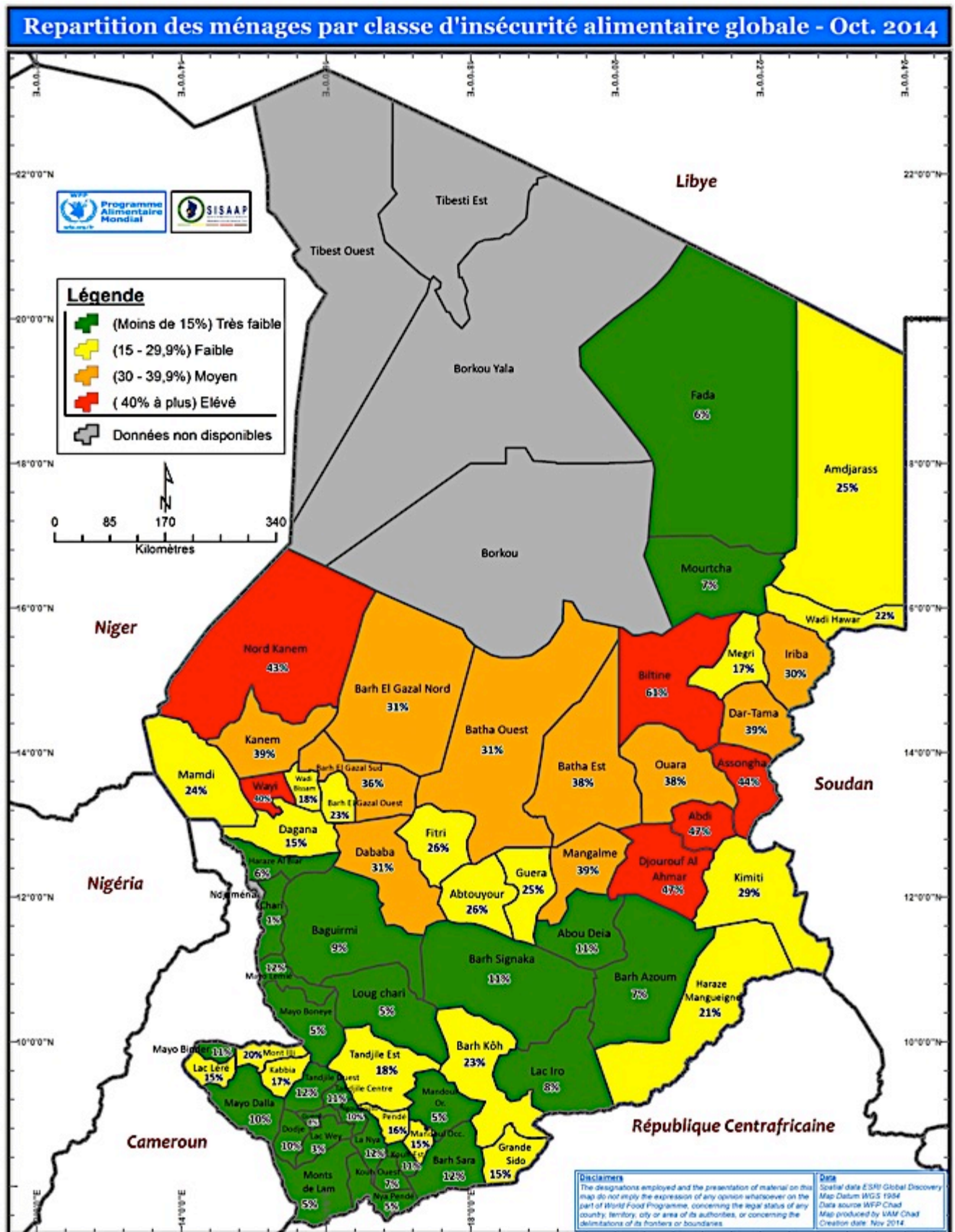


Figure 6: Prévalence de l'insécurité alimentaire globale (% population)

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

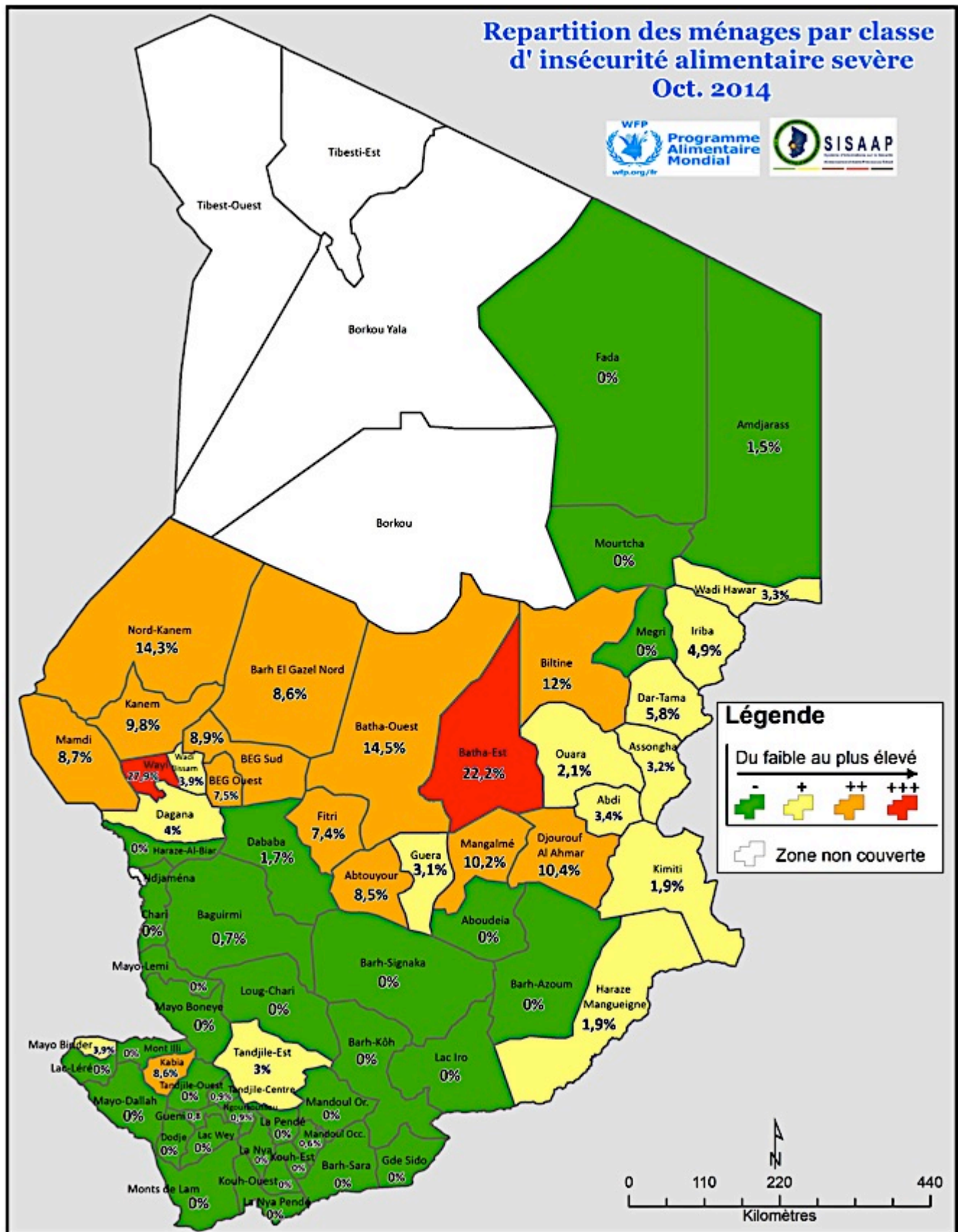


Figure 7: Prévalence de l'insécurité alimentaire sévère (% population)

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

### 3.4. Des ménages affectés par la mauvaise distribution spatio-temporelle des pluies

Au cours de l'enquête, il a été demandé aux ménages de dire s'ils avaient subi un choc au cours des six derniers mois. 39% des ménages ont confirmé avoir subi au moins un choc. La sécheresse (15%), les ennemis des cultures (5%), les inondations (4%) sont les principaux chocs subis par ces ménages. Puis viennent les épizooties (3%), les maladies chroniques (3%) et le décès du chef de ménage ou d'un membre important (3%).

L'analyse spatiale indique que les ménages ont été principalement affectés par des ruptures prolongées des pluies dans les régions de Bahr El Gazal (52%), Kanem (49%) et le Lac (31%). Dans la région de Bahr El Gazal, les départements de Bahr El Gazal Ouest (60%) et Nord (51%) sont les plus affectés par la mauvaise distribution spatio-temporelle des pluies. Dans la région voisine du Kanem, les départements du Nord Kanem et de Kanem, plus d'un ménage sur deux est affecté par la rupture prolongée des pluies.

De plus, dans les départements de Abtouyou (région de Guera) et Bahr El Gazal Sud (région de Bahr El Gazal), l'enquête révèle que deux ménages sur cinq sont affectés par l'insuffisance des pluies.

Par ailleurs, dans certaines régions du pays, des ménages ont du faire face à des inondations. En effet, dans les régions du Lac (18%), Mayo Kebbi-Ouest (14%) et de Salamat (13%) les inondations ont causé des dégâts des cultures chez des ménages. Trois départements ont été particulièrement affectés par ces inondations: Mamdi (Lac), Lac Lere (Mayo Kebbi-Ouest) et Bahr Azoum (Salamat).

L'analyse de ces chocs confirme la forte sensibilité des ménages ruraux tchadiens aux chocs environnementaux. Les discussions avec les ménages mettent en évidence un impact négatif de ces chocs sur les revenus tirés de l'agriculture vivrière pluviale (70%) et l'élevage (14%) qui sont leurs deux principaux moyens d'existence. Sur une échelle d'un à cinq (très faible à très élevé) l'impact de ces chocs est jugé élevé à très élevé par environ 60% des ménages. Environ 50% des ménages ne pourraient pas se révéler (se remettre) tout seul de ce choc.

**Les régions du Kanem et de Bahr El Gazal sont les plus affectées par les ruptures prolongées des pluies. Des ménages ont été affectés par des inondations dans les régions de Sila et de Salamat.**

De ce paragraphe ci-dessus, l'on peut conclure que la mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies (sécheresse par là, inondation par ci) est le principal choc subi par ménages. Les ennemis de cultures et les épizooties n'en sont généralement des conséquences. L'enquête indique que cette mauvaise répartition des pluies est récurrente et affecte environ un ménage sur trois chaque année.

L'enquête révèle que les pastoraux (26%), les maraîchers (21%) et les travailleurs agricoles journaliers sont les plus affectés par la mauvaise distribution des pluies. En effet, la mauvaise répartition des pluies affecte la disponibilité en eau, en pâturage et la demande de main d'œuvre les travaux agricoles.

Par ailleurs, en raison de la récurrence de la mauvaise distribution des pluies, les agriculteurs rencontrent des difficultés pour le calage du cycle des cultures. Par conséquent, l'enquête révèle que 13% des ménages agricoles sont affectés par des pluies insuffisantes.

L'analyse des résultats de l'enquête montre que la mauvaise distribution des pluies affecte aussi les autres secteurs de l'économie rurale telle que le commerce (17%), l'artisanat (15%) et même le transport (6%).

Pour faire face à ce choc, les ménages ont développé un large éventail de stratégies. Les stratégies de d'adaptation utilisées dans cette analyse doivent être comprises comme toute nouvelle façon pour les ménages de combiner leurs avoirs (biens, capacités, activités) pour se procurer de la nourriture ou de l'argent pour acheter la nourriture.

### 3.5. Des ménages endettés pour acheter principalement la nourriture

L'endettement une stratégie courant des ménages ruraux du Tchad. Au cours des six derniers mois, 49% des ménages ont contracté une dette; soit deux points de pourcentage de moins qu'en novembre 2013 (52%).

Tableau 6: Proportion de ménages endettés par région

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

Une proportion élevée des ménages ont contracté une dette dans les régions de Bahr El Gazal (80%), Kanem (80%) et Lac (79%); indiquant que ces ménages rencontrent des difficultés à satisfaire à leurs besoins de base. En effet, l'enquête révèle les ménages s'endettent principalement pour acheter la nourriture (65%) et les frais de santé (13%). Comparée à novembre 2013, la proportion de ménages qui s'endettent pour acheter la nourriture a augmenté de huit points de pourcentage, passant de 57% à 65%. L'achat de nourriture est la principale raison de l'endettement des ménages de Bahr El Gazal (93%), Lac (91%) et Kanem (90%). Comparées à novembre 2013, ces proportions ont particulièrement augmenté dans ces trois régions. En novembre 2013, 57% des ménages du Kanem avaient contracté une dette pour acheter la nourriture contre 68% et 63% respectivement pour le Lac et Bahr El Gazal.

	A contracté une dette	Pour achat de nourriture
BAHR EL GAZAL	80%	93%
BATHA	50%	85%
CHARI BAGUIRMI	57%	56%
GUERA	50%	74%
HADJER LAMIS	61%	71%
KANEM	80%	90%
LAC	72%	91%
LOGONE OCCIDENTAL	47%	41%
LOGONE ORIENTAL	39%	36%
MANDOUL	42%	39%
MAYO KEBBI-EST	37%	34%
MAYO KEBBI-OUEST	37%	27%
MOYEN CHARI	14%	44%
OUADDAI	39%	71%
SALAMAT	40%	65%
SILA	68%	88%
TANDJILE	42%	43%
WADI FIRA	43%	71%
ENNEDI OUEST	63%	74%
ENNEDI EST	29%	89%
Total Tchad	49%	65%

*Près de la moitié des ménages a contracté une dette au cours des six derniers mois. Dans 65% des cas, l'argent emprunté a servi à l'achat de nourriture. En effet, L'accès à la nourriture pour le ménage est la première priorité des ménages (53%), puis viennent l'accès au crédit et les intrants agricoles.*

*La priorité pour la nourriture est marquée dans les régions de Bahr El Gazal (93%), Kanem (93%), Lac (88%) et Batha (81%). Les départements de Wadi Bissam (98%), Bahr El Gazal Nord (96%), Kanem (96%), Wayi (95%) Bahr El Gazal Sud (93%), Fitri (93%) et Nord Kamen (90%) sont les départements où les ménages s'endettent presque exclusivement pour acheter la nourriture.*

### 3.6. Des ménages encore sous l'effet de la soudure précoce et longue de 2013/2014

Par ailleurs, pour beaucoup de ménages, la soudure passée a été précoce et longue, par conséquent, ils ont commencé à manger des récoltes immatures (11%) ; indiquant que ces ménages vivent une situation de crise. Des ménages victimes des fontes de semis ont mangé les semences restantes (8%). Ceux qui n'ont pas une bonne récolte ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école (5%) et réduisent les dépenses consacrées à l'éducation ; indiquant peu d'enfants, notamment les filles, seront scolarisés.

Les éleveurs vendent leurs animaux (déstockage ; 13%). Cette stratégie est appliquée principalement dans l'ensemble des départements de Wayi (47%), Nord Kanem (45%) et du Nord Kanem (45%).

Chez les agro-pasteurs, l'effet immédiat d'une mauvaise répartition des pluies est la perte de la production céréalière pluviale. N'ayant pas assez de récoltes pour se nourrir et échanger sur les marchés, des ménages

ont prioritairement emprunté de l'argent (25%) ou de la nourriture (21%). Ceux qui disposent encore d'une épargne monétaire l'ont dépensée (15%).

Pour répondre aux besoins alimentaires immédiats, des ménages sacrifient les dépenses pour les soins de santé (10%) ; ce qui explique, en partie, la proportion relativement élevée de décès du chef de ménage ou d'un membre important (6%).

L'analyse indique que ces ménages très affectés par la mauvaise distribution des pluies envoient certains de leurs membres mendier (4%), vendent leur parcelle (3%) ou vendent leurs femelles (vaches) reproductrices (5%). Ces stratégies de survie sont particulièrement sévères et caractérisent des ménages en situation d'urgence.

L'analyse indique qu'en cette période de récolte, les ménages affectés par la mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies sont en situation de stress. En effet, un ménage sur trois utilise au moins une stratégie de survie de stress contre 19% qui utilisent des stratégies d'urgence. Enfin, seuls 7% des ménages recourent à des stratégies d'urgence.

L'incidence (sévérité) du choc sur les moyens de subsistance est mesurée en calculant l'indice simplifié de stratégie de survie.

### 3.7. Sévérité marquée de la mauvaise distribution spatio-temporelle des pluies

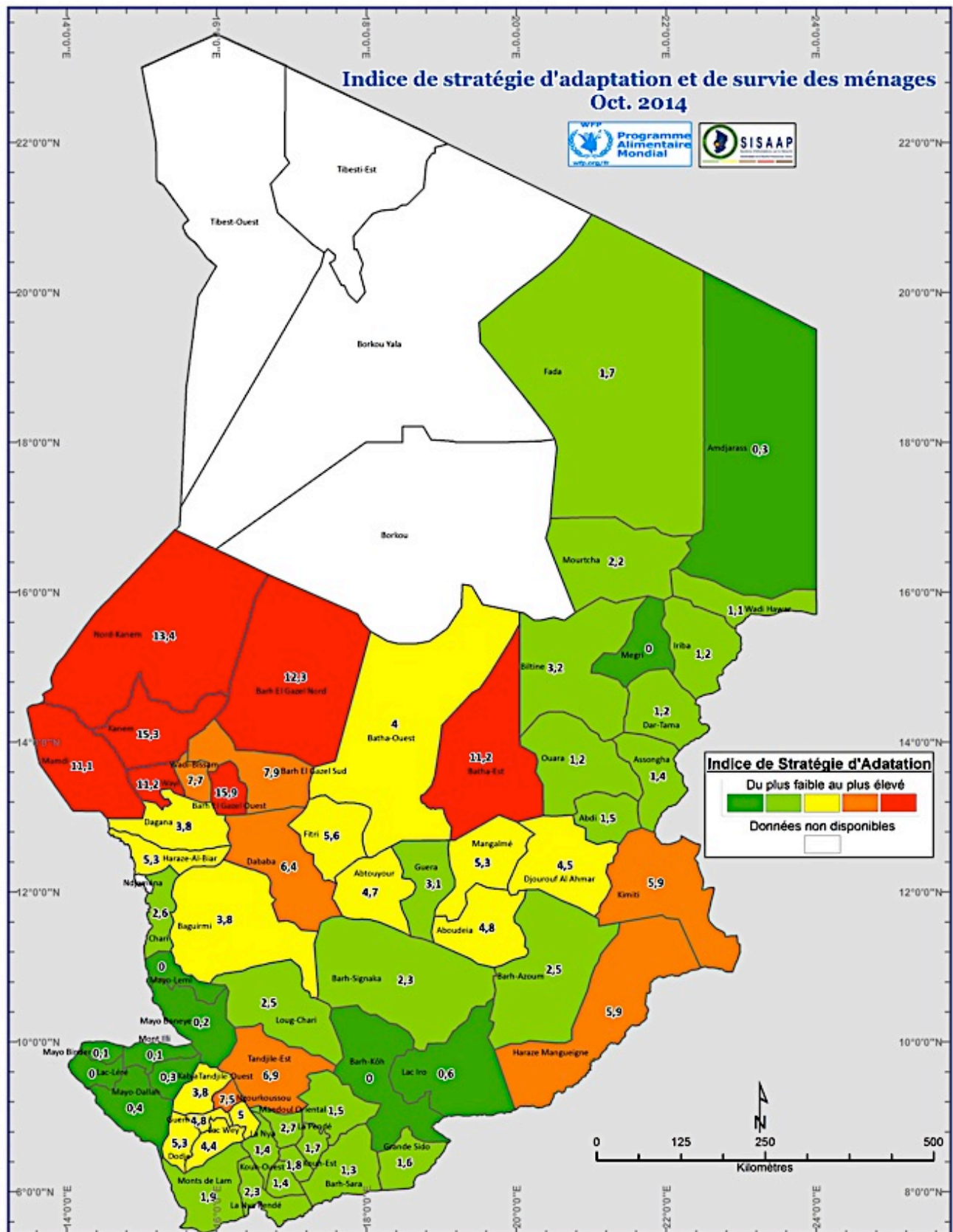


Figure 8: Indice simplifié moyen de stratégie de survie

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

L'indice simplifié de stratégie de survie (CSI) est obtenu en multipliant la fréquence d'application de cinq stratégies de survie par leur pondération universelle : réduire la portion de repas (1), consommer les aliments les moins préférés (1), réduire la consommation des adultes (3), emprunter les aliments/l'argent chez des voisins/amis (2), réduire le nombre de repas par jour (1) sont les stratégies considérées dans le calcul de l'indice de stratégie de survie simplifié.

La valeur de l'indice des stratégies de survie varie entre 0 et 56. Sa moyenne est de 4,3 en octobre 2014 contre 4 en novembre 2013. L'écart type élevé (8,8) confirme une situation alimentaire très hétérogène dans le pays ; forte disparité géographique et entre groupes de moyens d'existence de l'insécurité alimentaire.

**Tableau 7: Proportion de ménages ayant appliqué des stratégies de survie alimentaire au cours des sept derniers jours**

Par rapport à la moyenne nationale, l'indice simplifié de stratégie de survie (CSI) est particulièrement élevé dans les régions de Bahr El Gazal (CSI=13), Kanem (13) et le Lac (11); indiquant que la situation alimentaires des ménages de ces régions est la plus dégradée.

**Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM**

	Consommer des aliments moins préférés et moins chers	Emprunter de la nourriture ou compter sur l'aide	Diminuer la quantité de nourriture lors des repas	Réduire les quantités des adultes au profit des enfants	Réduire le nombre de repas par jour
BAHR EL GAZAL	53%	47%	46%	46%	53%
BATHA	37%	26%	23%	22%	19%
CHARI BAGUIRMI	27%	11%	25%	12%	12%
GUERA	37%	28%	19%	16%	12%
HADJER LAMIS	43%	20%	35%	24%	25%
KANEM	50%	56%	57%	50%	53%
LAC	55%	53%	57%	46%	50%
LOGONE OCCIDENTAL	33%	17%	19%	18%	25%
LOGONE ORIENTAL	18%	8%	17%	8%	15%
MANDOUL	12%	5%	12%	9%	12%
MAYO KEBBI-EST	7%	1%	1%	0%	1%
MAYO KEBBI-OUEST	1%	0%	1%	0%	1%
MOYEN CHARI	4%	2%	5%	4%	4%
OUADDAI	8%	6%	8%	7%	7%
SALAMAT	22%	22%	17%	14%	16%
SILA	41%	45%	38%	31%	26%
TANDJILE	33%	17%	24%	21%	30%
WADI FIRA	15%	13%	13%	11%	10%
ENNEDI OUEST	15%	8%	10%	9%	13%
ENNEDI EST	12%	2%	8%	6%	9%

De plus, dans ces régions de Kanem, Bahr El Gazal et Lac, une proportion élevée de ménages appliquent des stratégies dégradantes comme emprunter de la nourriture et réduire les quantités des repas des adultes au profit des enfants.

L'analyse entre groupes de moyens d'existence montre que certains groupes sont plus affectés que d'autres. Ainsi, l'on note que les ménages qui vivent de l'élevage et de la vente des produits dérivés ont été particulièrement affectés par la mauvaise distribution des pluies (CIS=7). En effet, l'assèchement précoce des marres a occasionné un départ précoce des transhumants vers le Sud. De plus, le manque d'eau ou les inondations ont affecté la qualité des pâturages. Par endroit, la pression augmente sur le pâturage encore disponible.

Le mauvais embonpoint des animaux qui en résulte concourt à une dépréciation de leur valeur monétaire. La baisse des prix des animaux, alors que le niveau des prix demeure élevé, érode le pouvoir d'achat de ces ménages pastoraux et transhumants.

Les mauvaises conditions agro-climatiques augmentent la précarité des couches socio-économiques les plus fragiles. Les ménages qui vivent des dons et du travail agricole journalier recourent le plus aux stratégies de survie alimentaires. Les premiers dépendent de la générosité et de la solidarité qui peuvent rapidement s'effriter en cas de choc. Le marché du travail journalier, notamment agricole, se contracte en période de récolte lorsque la production agricole n'est pas abondante ; là où les récoltes ne sont pas bonnes, les travailleurs agricoles journaliers manquent d'opportunité de travail.



L'analyse indique que tous les autres groupes de moyens de subsistance sont touchés ; artisanat (CSI=5), vente de produits agricoles (CSI=4), petit commerce de produits non-alimentaires (CSI=5), commerce de produits alimentaires (CSI=3), salariat (CSI=2), etc. Ce résultat confirme que la mauvaise distribution spatio-temporelle a un impact sur tous les secteurs économiques. La fragilisation du secteur primaire se transmet à l'ensemble de l'économie des ménages.

### 3.8. Stocks alimentaires moyens à faibles

Tableau 8: Niveau des stocks alimentaires, superficie emblavée par région

Région	Superficie emblavée (ha)	Sorgho (sacs de 100 kg)	Mil (sacs de 100 kg)	Maïs (sacs de 100 kg)	Riz (sacs de 100 kg)	Berbère (sacs de 100 kg)	Durée stocks (mois)	A pratiqué l'agriculture ménages (%)
BAHR EL GAZAL	0,8	0,0	12,8	0,0	0,0	0,1	1,3	54%
BATHA	3,1	2,3	4,9	0,1	0,1	1,5	4,1	95%
CHARI BAGUIRMI	3,0	7,1	2,9	1,4	0,1	1,8	6,6	88%
GUERA	2,6	5,1	0,9	0,2	0,1	5,4	4,4	98%
HADJER LAMIS	3,5	1,8	3,1	1,8	1,0	0,7	4,2	84%
KANEM	1,0	0,0	13,0	0,0	0,0	0,1	1,2	52%
LAC	0,9	0,0	0,4	19,5	0,0	0,0	1,7	57%
LOGONE OCCIDENTAL	3,4	11,8	2,1	1,2	3,6	0,4	4,4	72%
LOGONE ORIENTAL	2,9	101,3	16,6	2,8	12,3	0,0	5,2	88%
MANDOUL	4,8	8,6	4,2	0,8	4,2	0,3	6,2	80%
MAYO KEBBI-EST	3,5	85,3	24,7	0,7	53,5	0,8	7,0	97%
MAYO KEBBI-OUEST	5,4	62,4	14,8	70,6	3,6	1,1	8,6	97%
MOYEN CHARI	11,5	19,9	8,8	7,5	1,7	0,1	7,6	72%
OUADDAI	2,0	1,9	8,7	0,2	0,0	0,0	6,3	92%
SALAMAT	6,8	4,3	0,6	3,3	3,1	16,6	6,8	97%
SILA	1,9	75,4	6,2	0,7	0,0	0,2	3,3	92%
TANDJILE	3,9	20,2	15,4	5,0	342,0	0,3	5,9	84%
WADI FIRA	2,3	0,3	52,3	0,5	0,0	0,0	5,1	88%
ENNEDI OUEST	0,2	0,1	1,4	0,0	0,0	0,1	6,2	7%
ENNEDI EST	0,7	0,0	5,9	0,1	0,0	0,0	3,4	19%
Total	3,2	26,5	11,8	6,0	23,3	0,8	5,2	78%

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

Pour les ménages qui ont pratiqué l'agriculture, la superficie moyenne emblavée est de 3,2 ha contre 3,9 ha en novembre 2013. Cette légère baisse de superficies concerne principalement les régions de Bahr El Gazal (0,8 ha contre 0,9 ha) et le Lac (0,9 ha contre 1,9 ha). Par contre, dans la région de Wadi Fira fortement affectée par l'insécurité alimentaire en 2013, la superficie emblavée est passée de 1,9 ha à 2,3 ha, soit une hausse 0,4 ha.

Au cours de l'enquête, il a été demandé aux ménages s'ils avaient pratiqué l'agriculture cette année; 78% des ménages ont répondu par l'affirmatif. Toutefois, dans les régions du Kanem (48%), Lac (43%) et Bahr El Gazal (46%), une proportion relativement élevée de ménages n'aurait pas cultivé cette année. L'analyse désagrégée indique que les départements de Wadi Bissam (61%) et le Nord Bahr El Gazal (53%) seraient les plus touchés par cette situation.

Les paysans qui ont pratiqué l'agriculture cette année s'attendent à une campagne moyenne, presque identique à celle de l'année dernière : 35% des agriculteurs jugent la campagne 2014 meilleure que 2013 ; 14% la jugent pareille que 2013 ; et 51% pensent qu'elle sera pire que 2013.

**Le niveau des stocks des ménages est particulièrement faible à dans les régions de Bahr El Gazal et Kanem; les stocks s'épuiseront dès janvier 2015. La soudure pourrait être précoce dans ces régions.**

Les récoltes attendues devraient couvrir les besoins alimentaires des ménages durant 5,2 mois. Toutefois, la durée de couverture de stocks alimentaires est particulièrement basse dans les régions de Bahr El Gazal (1,3 mois), Kanem (1,2 mois) et Lac (1,7 mois). Dans la région du Lac, le niveau des stocks céréaliers des ménages pourrait s'améliorer avec les cultures de décrue. L'analyse spatiale désagrégée montre que dans les départements de Bahr El Gazal Nord (0,8 mois), Bahr El Gazal Sud (1,7 mois), Bahr El Gazal Ouest (1,5 mois), Kanem (1,8 mois), Nord Kanem (0,6 mois) et Wadi Bissam (1,5 mois), les stocks alimentaires des ménages s'épuiseront dès le mois de janvier 2015.



### 3.9. Sources de revenu globalement stables

L'agriculture et l'élevage sont les principales activités économiques des ménages ruraux tchadiens. En effet, les ménages vivent principalement de la vente de leurs propres productions agricoles (51%) et de la vente des produits de l'élevage (13%). Comparée à l'année dernière, la proportion de ménages qui vivent de la vente de leurs propres productions a baissé de dix points de pourcentage passant de 61% à 51%. Cette baisse est importante dans les régions du Logone Occidental (86% à 58%), de Mandoul (88% à 62%), Moyen Chari (88% à 57%) et Moyo Kebbi Est (90% à 58%). Cette baisse, liée aux mauvaises conditions agro-climatiques, corrobore les baisses de la production céréalière observées cette année par rapport à la moyenne des cinq dernières années dans la plupart de régions du Sud du pays.

Par contre, l'on note une augmentation de cinq points de pourcentage des ménages qui dépendent de la vente des produits d'élevage (8% à 13%); confirmant que la vente d'animaux d'élevage est à la fois une source de revenu et une stratégie d'adaptation en temps de crise.

De plus, l'enquête révèle que le travail agricole journalier (7%) est une activité pratiquée par une proportion relativement importante de ménages ruraux tchadiens. L'analyse spatiale indique que cette activité occupe une part importante des ménages dans les départements de Djourouf Al Hamar (32%), de Biltine (27%), Wayi (24%), Bahr El Gazal Sud (23%) et de Guéra (21%). Ces ménages sont fortement exposés aux aléas climatiques qui peuvent réduire les opportunités de travail comme cette année.

Comparée à l'année dernière, la proportion de travailleurs journaliers a augmenté de deux points de pourcentage, passant de 5% à 7%. Cette augmentation de la main d'œuvre journalière est marquée dans les régions de Sila (8% à 25%), Wadi Fira (8% à 16%), Lac (11% à 14%). Dans les régions de Kanem et de Bahr El Gazal, l'offre de la main d'œuvre journalier est stable (7% - 8% des ménages).

Dans les zones rurales du Tchad, les ménages combinent plusieurs sources de revenu. En plus de l'agriculture pluviale et de l'élevage, les ménages pratiquent le petit commerce (11%), l'artisanat (5%) le maraîchage (3%). Seuls 0,7% des ménages n'ont pas mené d'activité au cours des six derniers mois.

### 3.10. Revenu moyen mensuel des ménages en hausse par rapport à 2013 à l'exception des pastoraux, des petits commerçants et des travailleurs journaliers

Tableau 9: Revenu moyen mensuel par source de revenu

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PA

Au cours des six derniers mois, le revenu moyen par ménage est estimé à 170520 FCFA.

Comme en novembre 2013, les ménages dirigés par des hommes gagnent environ deux fois plus que ceux dirigés par une femme; 184 314 FCFA pour les hommes contre 107449 pour les femmes.

Principales sources de revenu	Oct 2014	nov-13	Var 2014/2013
Vente de produits agricoles, autoproduits	167 297	103265	62%
Vente des produits maraîchers	213 786	142984	50%
Vente d'animaux, de produits d'élevage	174 442	197671	-12%
Vente de produits de la pêche	232 910	209127	11%
Vente de produits de chasse, cueillette	144 488	115600	25%
Commerce des produits alimentaires, animaux	192 105	157158	22%
Petit commerce de produits non alimentaires	194 276	250677	-22%
Artisanat, Petits métiers	134 773	65126	107%
Travail journalier	105 398	117851	-11%
Salaire, Pension	313 570	113927	175%
Transport	233 911	181982	29%
Aides, dons, transfert d'argent	83 908	66228	27%
Pas d'activité	32 498	15605	108%
<b>Total</b>	<b>170 520</b>	<b>121 450</b>	<b>40%</b>

Comparé à 2013, le revenu mensuel moyen a augmenté de 40%; passant de 121450 FCFA à 170520 FCFA. Nonobstant, dans les régions du Lac (-36%) Kanem (-22%), Sila (-45%) et Wadi Fira (-56%), le revenu mensuel moyen a baissé.

La hausse de l'offre de la main d'œuvre journalière entraîne une baisse du revenu total moyen de onze pourcent chez les travailleurs journaliers. De même, l'augmentation de la disponibilité de bétail occasionne une baisse de douze pourcent des revenus tirés de cette activité.

Ces baisses de revenus fragilisent nécessairement la situation alimentaire des ménages. En effet, l'enquête révèle une corrélation négative entre l'insécurité alimentaire et le revenu des ménages; les principaux indicateurs de la sécurité alimentaire s'améliorent avec le niveau de revenu. Par conséquent, l'on peut dire que la faiblesse des revenus est une cause majeure de l'insécurité alimentaire chez les ménages ruraux tchadiens.

**Les revenus mensuels moyens sont en baisse dans les régions de Wadi Fira, Sila, Lac et Kanem. Le revenu mensuel moyen du travail journalier a baissé de 11% par rapport à 2013.**

**Le niveau faible des revenus est une cause majeure de l'insécurité alimentaire chez les ménages ruraux tchadiens.**

	Revenu moyen mensuel	Insécurité alimentaire	Score de diversité alimentaire
Insécurité alimentaire	-,079**		
Score de diversité alimentaire	0,005	,239**	
Score de consommation alimentaire	,080**	-,320**	,355**

\*\* Correlation is significant at the 0.01 level (2-tailed).

Tableau 10: Corrélation insécurité alimentaire, score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire et revenu moyen mensuel

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

La prévalence de l'insécurité alimentaire est faible chez les ménages qui disposent de revenus élevés. En effet, lorsque le niveau des revenus est élevé, les ménages ont accès à une gamme variée de produits alimentaires sur les marchés; 82% des aliments consommés au cours des sept derniers jours sont achetés sur le marché contre 87% en novembre 2013. L'enquête révèle qu'en cette période de récoltes, 69% des céréales de base consommées par les ménages (sorgho, maïs, mil) sont achetées sur le marché contre 31% tirées de la production propre. L'achat de céréales sur les marchés est prépondérant dans les régions Kanem, les deux Ennedi et le Lac. A contrario, dans les régions de Moyen Chari et des deux Mayo-Kébbi, une part importante des céréales consommées est issue de leur propre production.

### 3.11. Achat sur les marchés, principale source de nourriture même en période de récolte

La prévalence de l'insécurité alimentaire est faible chez les ménages qui disposent de revenus élevés. En effet, lorsque le niveau des revenus est élevé, les ménages ont accès à une gamme variée de produits alimentaire sur les marchés; 82% des aliments consommés au cours des sept derniers jours sont achetés sur le marché contre 87% en novembre 2013.

L'enquête révèle qu'en cette période de récolte, 69% des céréales de base consommées par les ménages (sorgho, maïs, mil) sont achetées sur le marché contre 31% tirées de la production propre. L'achat de céréales sur les marchés est prépondérant dans les régions Kanem, les deux Ennedi et le Lac. A contrario, dans les régions de Moyen Chari et des

Par ailleurs, les travailleurs journaliers, les pastoraux (vente d'animaux et de produits d'élevage) et les ménages qui dépendent des dons sont naturellement les plus dépendants des marchés.

#### Tableau 11: Principales sources des aliments consommés par les ménages par région

La production propre est une source importante de nourriture dans la part des régions du Sud; Mayo Kebbi Est (72%), Mayo Kebbi Ouest (79%), Moyen Chari (63%). Elle l'est moins dans les régions du Sahel; Bahr El Gazal (15%), Lac (10%), Kanem (4%).

Ce résultat confirme que la campagne agricole est moyenne à bonne et hétérogène dans le pays.

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

Principales sources de céréales de base (sorgho, mil maïs)	Propres production	Achat sur le marché	Autres sources
BAHR EL GAZAL	15%	85%	0%
BATHA	35%	64%	1,8%
CHARI BAGUIRMI	52%	47%	1,5%
GUERA	50%	49%	1,1%
HADJER LAMIS	16%	83%	0,8%
KANEM	4%	95%	1,1%
LAC	10%	90%	0,3%
LOGONE OCCIDENTAL	30%	68%	1,4%
LOGONE ORIENTAL	15%	85%	0,5%
MANDOUL	31%	69%	0,2%
MAYO KEBBI-EST	72%	27%	0,3%
MAYO KEBBI-OUEST	79%	21%	0,2%
MOYEN CHARI	63%	37%	0%
OUADDAI	19%	81%	0%
SALAMAT	47%	54%	0%
SILA	13%	87%	0%
TANDJILE	34%	62%	3,9%
WADI FIRA	21%	79%	0%
ENNEDI OUEST	5%	94%	1%
ENNEDI EST	8%	92%	0,0%

**La dépendance des ménages ruraux tchadiens au marché est très forte; l'achat sur le marché est la principale source d'accès à la nourriture, y compris pour les céréales de bases. Par conséquent, les marchés jouent un rôle clé dans la sécurité alimentaire des ménages tchadiens.**

### 3.12. Part des dépenses alimentaires en hausse par rapport à 2013

L'analyse montre que la part des dépenses alimentaires par rapport aux dépenses mensuelles courantes est élevée. En effet, en octobre 2014, 87% des dépenses mensuelles courantes sont consacrées à l'achat de nourriture contre 77% en novembre 2014. Cette hausse de la part des dépenses alimentaires dans les dépenses courant doit être mis en lien avec la hausse susmentionnée du revenu total des ménages (+40% par rapport à 2013). De ce fait, les ménages ont surtout augmenté la part des dépenses consacrées au sucre et aux protéines animales; 12% en octobre 2014 contre 9% en novembre 2013. La part des dépenses courant consacrées à l'achat de céréales (27%) est stable par rapport à l'année (26%).

La valeur moyenne des dépenses alimentaires mensuelles par tête est estimée à 8375 FCFA contre 7291 FCFA en novembre 2013. Cette valeur devrait servir de référence pour fixer le coût minimum des transferts monétaires en faveur des ménages lors de la mise en œuvre des programmes de cash and voucher. Ce montant varie d'une région à l'autre et à l'intérieur du même département. Par exemple la valeur moyenne des dépenses alimentaires mensuelle per capita est de 10500 FCFA, 8959 FCAF, 7760 FCFA et 5400 FCFA respectivement dans les régions de Bahr El Gazal, Kanem, Sila et Guera. Dans la région du Kanem, il conviendrait de transférer mensuelle en moyenne par personne 9050 FCFA dans le département du Kanem contre 8800 FCFA au Nord Kanem. De même dans le montant du transfert pourrait varier entre 10280 FCFA et 12500 FCFA pour les départements de Bahr El Gazal Nord et Bahr El Gazal Sud.

Grâce aux valeurs moyennes des dépenses alimentaires mensuelles per capita, l'on a dégagé des quintiles; les pauvres (quintile très faible) sont les plus importants, notamment dans les régions de Guera et les deux Mayo-Kebbi. Ce résultat confirme également la situation observée en novembre 2013. Les quintiles les plus élevés (riches) sont dans les deux Ennedi; plus de 60% des ménages appartenaient à la quintile très élevée des dépenses alimentaires per capita.

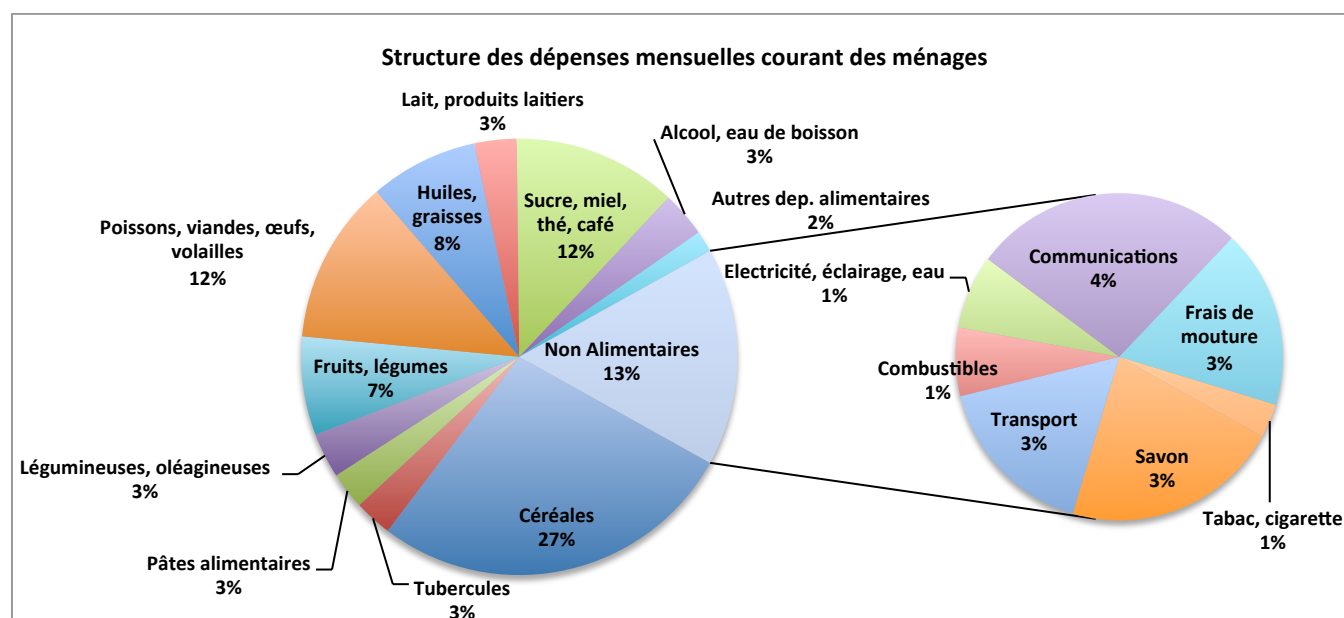


Figure 10: Structure des dépenses mensuelles des ménage

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

**Tableau 12: Quintiles des dépenses alimentaires per capita**

Quintile des dépenses alimentaires per capita	Taille ménage	Durée stocks céréal.(mois)	UBT actuel	CSI	Durée des revenus (mois)	Revenu mensuel per capita (FCFA)	SDA M	SCA	Dépenses mensuelles per capita (FCFA)
Plus faibles	7,3	5,8	6,4	3,7	3,3	20 667	8,0	46,4	2 044
Faibles	7,1	5,4	6,2	4,1	3,1	23 410	8,4	54,6	5 243
Moyennes	6,4	5,0	7,1	5,0	3,2	27 683	8,7	56,7	8 382
Elevées	5,8	4,8	10,2	4,9	2,9	34 345	8,5	59,9	13 743
Très élevées	4,9	5,1	21,6	3,4	2,7	53 584	8,6	61,2	40 794
Total Tchad	6,3	5,2	10,6	4,2	3,0	31 934	8,5	55,8	14 036

**Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM**

Les quintiles les plus élevés (riches) sont dans les deux Ennedi; plus de 60% des ménages appartenait à la quintile très élevée des dépenses alimentaires per capita. La possession d'animaux d'élevage (exprimée en UBT) contribue à améliorer les revenus de ces ménages. Grâce à ces revenus per capita plus élevés, ces ménages consacrent une part plus importante des dépenses alimentaires à chaque membre.

Les ménages appartenant à la quantile de dépenses alimentaires très élevée ont une consommation alimentaire plus diversifiée, variée et riche. Ils appliquent les stratégies de survies alimentaires les moins sévères.



### 3.13. Résilience des ménages faible en raison de la possession limitée de biens productifs

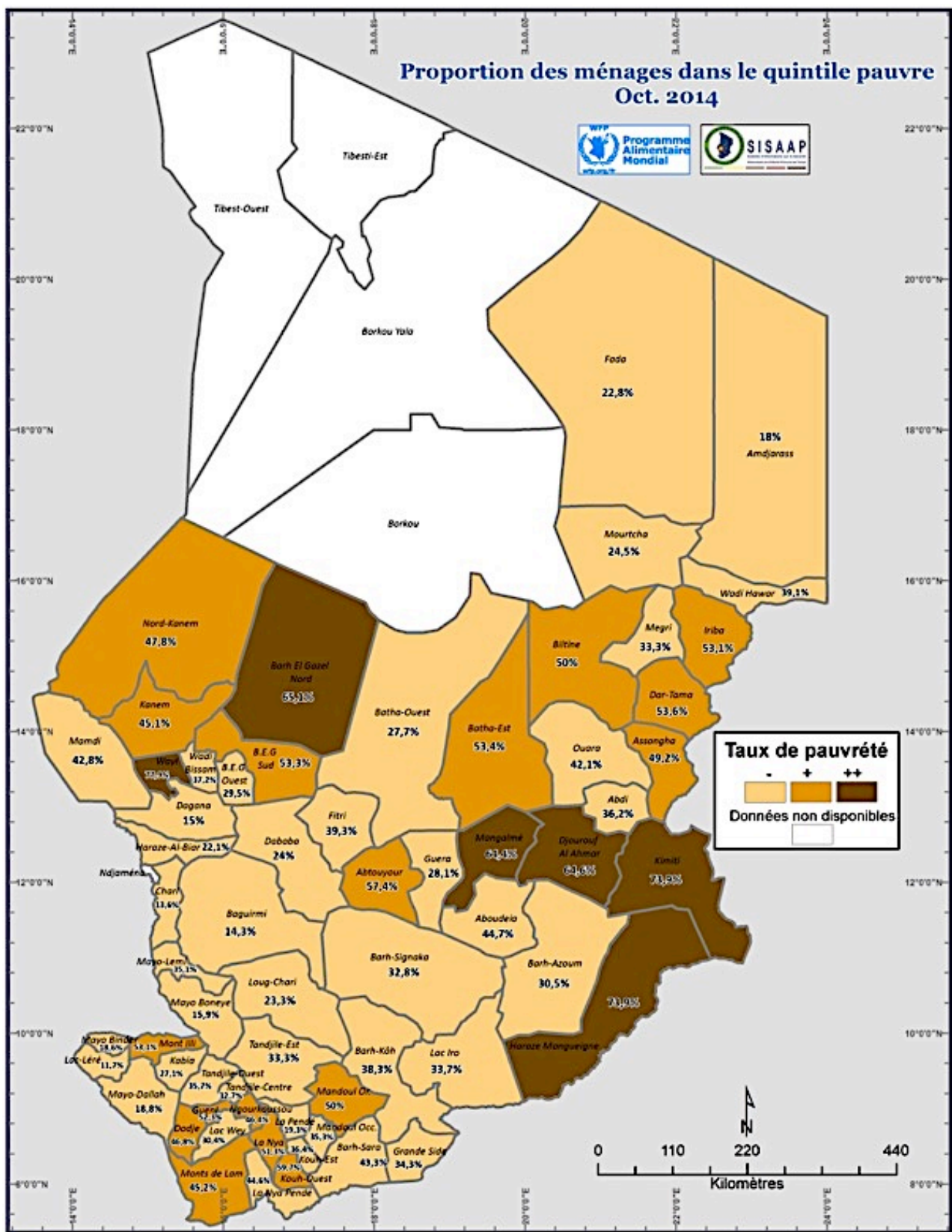


Figure 11: Quintile de pauvreté (% ménages)

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

Au cours de l'enquête, il a été demandé aux ménages de lister et énumérer les biens durables en leur possession. La possession de ces biens durables par les ménages permet d'apprécier leur niveau de bien-être et partant leurs capacités à résister des chocs futures (résilience)..

Les résultats de l'enquête montrent que la plus grande majorité des ménages disposent de biens à usage domestique, notamment les moustiquaires (94%), les ustensiles de cuisines (91%), les couvertures (78%) et les matelas (71%). Par contre, les biens à usage économique sont relativement peu possédés des ménages. En effet, seuls 1% des ménages possèdent une voiture. De même, les autres moyens de transport mécanisé, notamment les motos (11%) sont relativement disponibles chez les ménages ruraux. Les charrettes, indispensables pour le transport des récoltes, sont possédées que par un ménage sur quatre. Il en est de même pour la bicyclette.

Par contre, l'enquête indique que 53% des ménages possèdent un téléphone portable contre 41% en novembre 2013; indiquant une amélioration de la pénétration du téléphone portable dans les zones rurales du Tchad. Bien entendu, la possession de téléphone portable est inégalement répartie dans le pays. En effet, les régions de l'Ennedi Est (78%) et Ouest (76%) et Hadjer Lamis (73%) ont les taux les plus élevés de ménages qui possèdent un téléphone portable. Dans les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire cette année, le taux de pénétration du téléphone portable est relativement élevé dans le Kanem (61%), le Bahr El Gazal (43%) et le Lac (41%).

En vue d'établir le niveau de riche des ménages, l'on a calculé l'indice de richesse en établissant une relation structurelle entre les biens durables possédés par les ménages (analyse en composante principale). Puis, des quintiles de richesse ont été établies. La proportion relative de très pauvres et pauvres est élevée dans les régions de Bahr El Gazal, du Kanem et du Lac. Par ailleurs, les départements de Bahr El Gazal Nord (30%), Mangalme (39%), Wayi (39%), Gueni (35%), Kouh Ouest (39%), La Nya (40%), La Nya Pende (31%), Monts de Lam (30%), Mont Illi (32%), Kimiti (47%) et Dar Tama (32%) concentrent les proportions les plus élevées de très pauvres.

**Tableau 13: Quintiles de richesse par région**

	Très pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Très riches
BAHR EL GAZAL	19%	32%	24%	17%	8%
BATHA	15%	23%	23%	18%	21%
CHARI BAGUIRMI	6%	11%	16%	28%	39%
GUERA	23%	24%	19%	16%	18%
HADJER LAMIS	8%	13%	25%	33%	21%
KANEM	21%	24%	36%	17%	2%
LAC	28%	32%	28%	8%	4%
LOGONE OCCIDENTAL	28%	16%	14%	16%	26%
LOGONE ORIENTAL	29%	13%	17%	20%	22%
MANDOUL	22%	21%	18%	19%	21%
MAYO KEBBI-EST	20%	17%	14%	22%	27%
MAYO KEBBI-OUEST	5%	10%	15%	25%	46%
MOYEN CHARI	16%	20%	21%	20%	23%
OUADDAI	19%	24%	26%	23%	9%
SALAMAT	9%	26%	20%	29%	16%
SILA	39%	31%	18%	6%	6%
TANDJILE	20%	14%	16%	20%	31%
WADI FIRA	23%	28%	18%	20%	12%
ENNEDI OUEST	9%	15%	32%	21%	23%
ENNEDI EST	13%	17%	25%	23%	22%

Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM

Indépendamment de leur localisation géographique, les femmes sont les plus touchées par la pauvreté. L'analyse indique 32% des chefs de ménages femmes sont très pauvres contre 17% chez les chefs de ménages hommes. Par contre, 23% des chefs de ménages hommes sont dans la classe des très riches contre seulement 10% des chefs de ménages femmes. Nonobstant, quand les femmes savent lire et écrire, elles peuvent acquérir de la richesse deux fois plus que les analphabètes; 19% des femmes alphabétisées sont dans la classe des très riches contre 9% chez les femmes analphabètes. Aucun changement n'est observé sur les inégalités entre hommes et

femmes par rapport à novembre 2013.

L'analyse montre que les 20% des ménages les plus pauvres sont caractérisés par une faible possession de biens productifs. En effet, ils ne possèdent que 7,9 UBT contre 13,8 UBT pour les ménages les plus riches. Face au manque de nourriture, les possibilités de vendre des animaux sans toucher au noyau reproducteur sont limitées pour ces ménages pauvres. De plus, ils ne disposent quasiment pas de biens durables non productifs comme les charrettes qui sont pourtant indispensables pour le transport des récoltes dans les zones rurales du Tchad. En raison de la faible possession de biens durables, ces ménages pauvres sont particulièrement sensibles à la perte de récolte causée par la mauvaise distribution spatio-temporelle des pluies. Ces ménages sont d'autant plus affectés qu'ils tirent principalement leur subsistance du secteur primaire. En effet, l'enquête confirme que les travailleurs journaliers (notamment agricole, 36%) et les agriculteurs (20%), en plus du groupe de moyens d'existence aide/ dons (40%), sont représentatifs de la quintile très pauvres. Ces groupes de moyens d'existence sont également les plus affectés par l'insécurité alimentaire.



Dans le contexte rural du Tchad, la possession de biens, notamment d'animaux d'élevage est indispensable pour assurer sa sécurité alimentaire; s'ils en possèdent, les ménages vendent les animaux pour acheter la nourriture. La possession de bétail exprimé en UBT est inégalement répartie dans le pays. En octobre 2014, la moyenne nationale est de 10,7 UBT soit une hausse de 2 UBT par rapport à novembre 2013; indiquant une augmentation du cheptel dans le pays. En effet, entre avril et octobre 2013, la moyenne nationale de possession de bétail est passée de 10,3 UBT à 10,7 UBT. Cette augmentation est le fruit conjugué de l'accroissement naturel du bétail et des limitations des exportations vers les pays voisins confrontés à des crises politico-militaires.

En fait, entre avril et octobre 2014, l'augmentation du cheptel est particulièrement élevé dans les régions frontalières, notamment le Logone Oriental (+80%), le Logone Occidental (+73%), l'Ennedi Est (68%), Ennedi Ouest (61%), le Kanem (+60%), et le Bahr El Gazal (+57%). L'augmentation importante dans les deux Logones confirme les difficultés d'exportations du bétail vers la République Centrafricaine.

**Tableau 14: Variation UBT au cours des six derniers mois par région**

**Source: ENSA octobre 2014, SISAAP/PAM**

Région	UBT (octobre 2014)	UBT (avril 2014)	Variation octobre/avril (%)	Prévalence insécurité alimentaire
BAHR EL GAZAL	9,9	10,3	56,9	32%
BATHA	10,2	9,3	14,8	32%
CHARI BAGUIRMI	5,3	6,0	28,4	5%
GUERA	4,9	4,9	5,1	25%
HADJER LAMIS	8,8	8,6	22,9	19%
KANEM	8,0	7,1	61,0	34%
LAC	9,3	7,4	73,7	32%
LOGONE OCCIDENTAL	2,8	2,9	14,3	7%
LOGONE ORIENTAL	6,4	6,3	80,1	9%
MANDOUL	3,9	4,2	0,9	10%
MAYO KEBBI-EST	5,2	6,1	-3,7	14%
MAYO KEBBI-OUEST	6,2	7,7	-3,6	12%
MOYEN CHARI	3,2	3,1	7,1	17%
OUADDAI	6,3	7,8	-1,7	42%
SALAMAT	8,8	8,8	-2,8	8%
SILA	2,7	3,8	21,6	33%
TANDJILE	3,5	3,0	44,5	14%
WADI FIRA	15,7	15,4	9,0	
ENNEDI OUEST	46,3	43,6	61,0	6%
ENNEDI EST	75,2	60,6	67,8	24%
<b>Total</b>	<b>10,7</b>	<b>10,3</b>	<b>30,3</b>	<b>20%</b>

De toute évidence, cette augmentation du cheptel dans des régions où les pluies n'ont pas été bien réparties conduit au surpâturage et à la pression sur les ressources en eau; la soudure pourrait être précoce dans les régions concernées, notamment le Kanem et le Bahr El Gazal. En effet, dans ces régions, une proportion importante de ménages pratique habituellement l'élevage; Kanem (82%) et le Bahr El Gazal (80%). Il s'agit d'un élevage de type sédentaire; seuls respectivement 5% et 2% des ménages pratiquent la transhumance dans les régions de Bahr El Gazal et Kanem. Pour tout le Tchad, seuls 3% des ménages éleveurs pratiquent l'élevage de type transhumant tandis 97% sont des

sédentaires.

La contribution de l'élevage à la sécurité alimentaire est évidente. En effet, les ménages affectés par l'insécurité alimentaire sévère ne possèdent que 6 UBT contre 11 UBT chez ceux en sécurité alimentaire.

#### 4. Cinq messages clés de l'ENSA

1. Les efforts du Gouvernement et de ses partenaires pour lutter contre l'insécurité alimentaire portent des fruits; la prévalence à l'insécurité alimentaire globale a été divisée par deux entre novembre 2011 et octobre 2014, passant de 42% à 20%. Ces efforts doivent se poursuivre car le nombre de personnes affectées par l'insécurité alimentaire demeure élevé en raison de l'accroissement naturel de la population;
2. L'analyse a permis d'estimer à 2,4 millions de personnes en insécurité alimentaire globale (20%) dont 428 000 en situation d'insécurité alimentaire sévère (3,6%). La situation se présente différemment selon les deux grandes zones agro écologiques sahélienne et soudanienne. En effet, la majorité de ces personnes sont localisées dans la zone sahélienne particulièrement dans les départements de Biltine (61%), d'Abdi (47%), Djourouf Al Hamar (47%), Assoungba (44%), Kimiti (44%), Nord Kanem (43%), Wayi (40%), Mangalmé (39%), Kanem (39%), Batha Est (38%), Ouara (38%), Bahr El Gazal Sud (36%) et Bahr El Gazal Nord (32%);
3. L'accès économique limité à la nourriture est le facteur prédominant de l'insécurité alimentaire dans les zones rurales du Tchad;
4. La faible possession de biens productifs durables est une cause majeure de la faible capacité des ménages ruraux du Tchad à se remettre des chocs environnementaux récurrents;
5. La durée moyenne de couverture des besoins alimentaires par les stocks actuels des céréales au niveau des ménages est très faible dans les régions sahéliennes particulièrement celles du Bahr El Gazal (1,3 mois), Kanem (1,2 mois) et Lac (1,7 mois). Dans les deux premières régions, la soudure va être précoce. Les agro-pasteurs et les travailleurs agricoles feront face à une soudure plus prolongée.

## 5. Recommandations

Les chiffres fournis par l'analyse sont assez éloquentes et dressent un état de lieu alarmant et préoccupant pour certains départements ou régions. Pour y faire face, le Gouvernement et ses partenaires doivent se concerter pour mettre en commun leurs efforts pour plus de synergie.

D'ores et déjà, des actions urgentes doivent être engagées pour éviter que la situation alimentaire et nutritionnelle ne se détériore davantage. Pour ce faire, les options de réponses et recommandations suivantes sont proposées.

Recommandations	Période	Acteurs
<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire des ventes à prix subventionnés dans les départements fortement affectés par l'insécurité alimentaire (où la prévalence <math>\geq 30\%</math>);</li> </ul>	Dès mars 2015	Gouvernement, ONASA
<ul style="list-style-type: none"> <li>Distribuer des coupons alimentaires (sans conditions) dans les départements fortement affectés par l'insécurité alimentaire (où la prévalence <math>\geq 30\%</math>);</li> </ul>	Dès février 2015	Gouvernement, ONASA, PAM et ONGs
<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire une étude des marchés en lien avec la sécurité alimentaire des ménages;</li> </ul>	Février 2015	Gouvernement, SISAAP et partenaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire des distributions alimentaires gratuites dans les départements fortement affectés par l'insécurité alimentaire et où les conditions de marché sont défavorables;</li> </ul>	Juin à août 2015	Gouvernement, ONASA, PAM et ONGs
<ul style="list-style-type: none"> <li>renforcer les activités de création d'actifs productifs pour soutenir la résilience des ménages;</li> </ul>	Toute l'année	Gouvernement, ONASA, PAM et ONGs
<ul style="list-style-type: none"> <li>Procéder à la distribution d'intrants agricoles pour augmenter les productions de contre saison</li> </ul>		Gouvernement, FAO, ONGs
<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire le suivi de la situation alimentaire des ménages dans les départements affectés fortement affectés par l'insécurité alimentaire;</li> </ul>	Mars à Novembre 2015	Gouvernement, SISAAP et partenaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser une enquête sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux tchadiens.</li> </ul>	Octobre 2015	Gouvernement, SISAAP et partenaires

## 6. Annexes

### 6.1. Termes de référence

#### Contexte et justification

D'une manière générale, l'insécurité alimentaire au Tchad est liée aux facteurs socio-économiques (manque de débouchés, inappropriation d'une politique agricole qui se manifeste par un manque de moyens de production et une insuffisance de facteurs de production) ; aux aléas climatiques (déficits pluviométriques récurrents et inondations) ; et à l'insécurité dues aux troubles politiques.

Les productions agricoles locales, principales sources de nourriture, ne parviennent pas à couvrir, de manière adéquate, les besoins alimentaires des populations. A cela, s'ajoute l'inefficacité des systèmes de transferts inter-régionaux des denrées alimentaires qui limite la régularité des approvisionnements dans plusieurs régions du pays notamment les zones structurellement déficitaires de la bande sahélienne.

Les conflits armés au Darfour, en RCA et à l'intérieur du Tchad ont provoqué un afflux massif de personnes à l'intérieur du pays augmentant ainsi la pression sur les disponibilités alimentaires.

Depuis 2005, les enquêtes nationales sur la sécurité alimentaire réalisées conjointement par le Ministère de l'Agriculture et le Programme Alimentaire Mondial ont permis de mettre en lumière la complexité et le caractère persistant de cette insécurité alimentaire.

Le contexte actuel est marqué par beaucoup d'évolutions positives. D'abord, la présence de l'Etat s'est renforcée dans tous les secteurs. Le suivi de la sécurité alimentaire s'améliore avec la redynamisation du système d'alerte précoce (SISAAP) qui constitue une plate-forme autour de laquelle tous acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire se retrouvent. En particulier, le Cadre Harmonisé, organisé deux fois par an, est le principal outil de référence de l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë au Tchad piloté par le Gouvernement.

A l'occasion d'une réunion d'échange organisé par le PAM au mois d'Avril 2014, les différents acteurs de la sécurité alimentaire ont rappelé l'ancrage institutionnel et le rôle du dispositif national chargé du suivi de la sécurité alimentaire qu'est le SISAAP. Le point particulier des échanges est que le SISAAP, de par son mandat, est la seule structure nationale en charge de la coordination de toutes les questions se rapportant à la sécurité alimentaire. Il a été précisé que les autres structures nationales de même que les partenaires du gouvernement (FAO, PAM, FEWS NET, etc...) devront œuvrer pour aider le SISAAP à conduire efficacement ses activités. Les résultats ou les produits obtenus par ces structures devront être transmis au SISAAP pour une mise en cohérence. La réunion a proposé que :

- i) les études de la sécurité alimentaire à réaliser dans l'avenir par le PAM, de même que les études HEA, intègrent davantage les indicateurs utilisés par le Cadre Harmonisé ; et
- ii) les évaluations soient représentatives à des échelles plus petites que les régions administratives notamment à l'échelle des départements.

La désagrégation des données présente l'avantage de mieux cerner les réalités au niveau des entités administratives plus petites à l'échelle desquelles interviennent certains acteurs tels que les ONGs qui n'ont pas la capacité de mener des activités sur des grands espaces.

Cette nouvelle vision emmène à désagréger les strates géographiques utilisées pour ses études antérieures (régions administratives) pour pouvoir assurer une représentativité à l'échelle des départements administratifs.

Bien qu'une CFSVA (Comprehensive Food Security and Vulnerability Assessment) soit projetée pour l'année 2015, les exigences en besoins d'informations sur la sécurité alimentaire vont emmener le dispositif national de suivi de la sécurité alimentaire à réaliser une ENSA juste après les récoltes de la campagne agricole pluviale. A la différence des celles antérieurement réalisées, l'ENSA à réaliser en fin d'année 2014, portera sur 61 départements administratifs et couvrira environ 8921 ménages (contre 3960 pour les enquêtes précédentes). La recherche de la représentativité de cette évaluation à une échelle désagrégée va engendrer une amplification des efforts sous tous les aspects ; ce qui aura une implication directe sur le coût.



## Objectifs

L'objectif global envisagé par l'enquête est de collecter des informations pour apprécier la sécurité alimentaire des ménages, leur niveau de vulnérabilité et définir les critères de ciblage des bénéficiaires pour l'intervention en faveur des personnes en insécurité alimentaire. D'une manière spécifique, l'enquête va permettre de collecter de nouvelles données de terrain pour :

- Analyser la situation alimentaire courante qui prévaut dans les régions et les différentes zones d'économie alimentaire ;
- Estimer le nombre de personnes en l'insécurité alimentaire en indiquant leur localisation géographique et leur profil socio économique ;
- Analyser la situation des marchés à travers la revue des données secondaires (disponibilités alimentaires, prix, approvisionnement, fonctionnement des marchés et termes de l'échange) ;
- Déterminer les causes de l'insécurité alimentaire et analyser les contraintes actuelles auxquelles les ménages sont confrontés en fonction de leur statut socioéconomique par rapport à leurs moyens d'accès à la nourriture et aux revenus ;
- Déterminer la gravité de l'insécurité alimentaire et analyser les risques et chocs conjoncturels/chroniques auxquels les ménages sont les plus exposés et leur capacité d'adaptation ou leurs stratégies de survie ;
- Élaborer des scénarios sur les six prochaines mois pour prévoir l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; et
- Définir les types d'assistance alimentaire et non alimentaire pour sauver des vies et pour renforcer les moyens de subsistance et capacité de résilience aux chocs des ménages et des communautés vulnérables.

## Méthodologie

La méthodologie adoptée pour la réalisation de cette évaluation suit la procédure du manuel révisé d'Évaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence. Elle vise à évaluer la sécurité alimentaire des ménages juste après la campagne agricole pluviale 2014/2015. Les données seront collectées de manière à alimenter le Cadre Harmonisé de la sécurité alimentaire. Cette approche offre en effet l'opportunité de renforcer la collaboration entre le PAM, et SISAAP et l'ensemble des services pourvoyeurs d'information en lien avec la sécurité alimentaire. Les données collectées permettront de répondre aux besoins d'information nécessaires pour la programmation des différentes interventions envisagées.

L'analyse des *données secondaires* sera faite à travers une revue complète des données et rapports existants relatifs aux campagnes agricoles et les autres études de vulnérabilité antérieures et à des rapports de missions d'évaluation portant sur les régions concernées.

Les informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont disponibles à travers les enquêtes et missions conduites ou en cours dans le pays (EFSA, CFSAM, FEWSNET, SIM, ONDR, ACF, OXFAM, ACTED, rapports des partenaires et du gouvernement). Une analyse approfondie de ces données existantes sera faite pour déterminer le gap en informations primaires à collecter.

La collecte de *données primaires* sera faite auprès des ménages et au niveau des villages échantillonnés eux-mêmes. Les informations collectées seront complétées et/ou soutenues par les données secondaires disponibles ; ce qui permettra de faire de recoupements concordants avec la situation antérieure et saisir l'ampleur de la situation actuelle.

Trois méthodes différentes de collecte de données seront appliquées :

- un entretien en groupe de discussion (*focus groups*) avec les leaders d'opinion, chefs traditionnels, responsables locaux, personnes ressources, ONGs, etc...
- des entretiens individuels avec les chefs de ménages ou leurs représentants obtenir des informations sur la vie des ménages ; et de sécurité alimentaire pour les ménages ; et
- une entrevue avec les commerçants ou hommes d'affaire des villages ou/ou des villes des zones/régions visitées pour évaluer l'évolution des prix et les systèmes d'approvisionnement des marchés.

Les informations émanant des *groupes de discussion (focus groups)* aideront à situer, de manière globale, les problèmes spécifiques des populations des différentes zones. En particulier, les discussions de groupes permettront d'identifier les sources de revenus, la provenance des denrées alimentaires, les stratégies pour atténuer les chocs, et dans une certaine mesure, d'avoir une indication sur les groupes les plus vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Les entretiens en *focus groups* seront tenus dans chaque village échantillonné.

Au *niveau des ménages* : Les ménages seront choisis dans le village retenu de façon aléatoire et systématique. La collecte des données dans les ménages sera faite à travers un questionnaire portant sur les aspects de la sécurité alimentaire de manière globale. Ce questionnaire sera administré aux chefs de ménages ou à toute autre personne adulte dans le ménage pouvant donner les renseignements demandés. Les interviews fourniront des informations ci-dessous : le capital humain, l'agriculture, les sources de revenus, les niveaux des stocks alimentaires, la consommation alimentaire, les dépenses, les chocs subis par les ménages et les mécanismes d'adaptation des ménages.

La collecte des données sera effectuée par les agents des services pourvoyeurs des informations du dispositif d'alerte précoce.

Avant leur déploiement sur le terrain, ces agents seront suffisamment préparés pour une meilleure adaptation sur le terrain. Cette préparation vise une connaissance approfondie du contenu des questionnaires et le respect des règles qui s'imposeront à cette activité.

L'*échantillon* des ménages est choisi de telle manière que les résultats de l'enquête soient représentatifs au niveau des régions administratives et des zones d'économie alimentaire. Il portera sur environ 8.921 ménages répartis dans 61 départements administratifs.

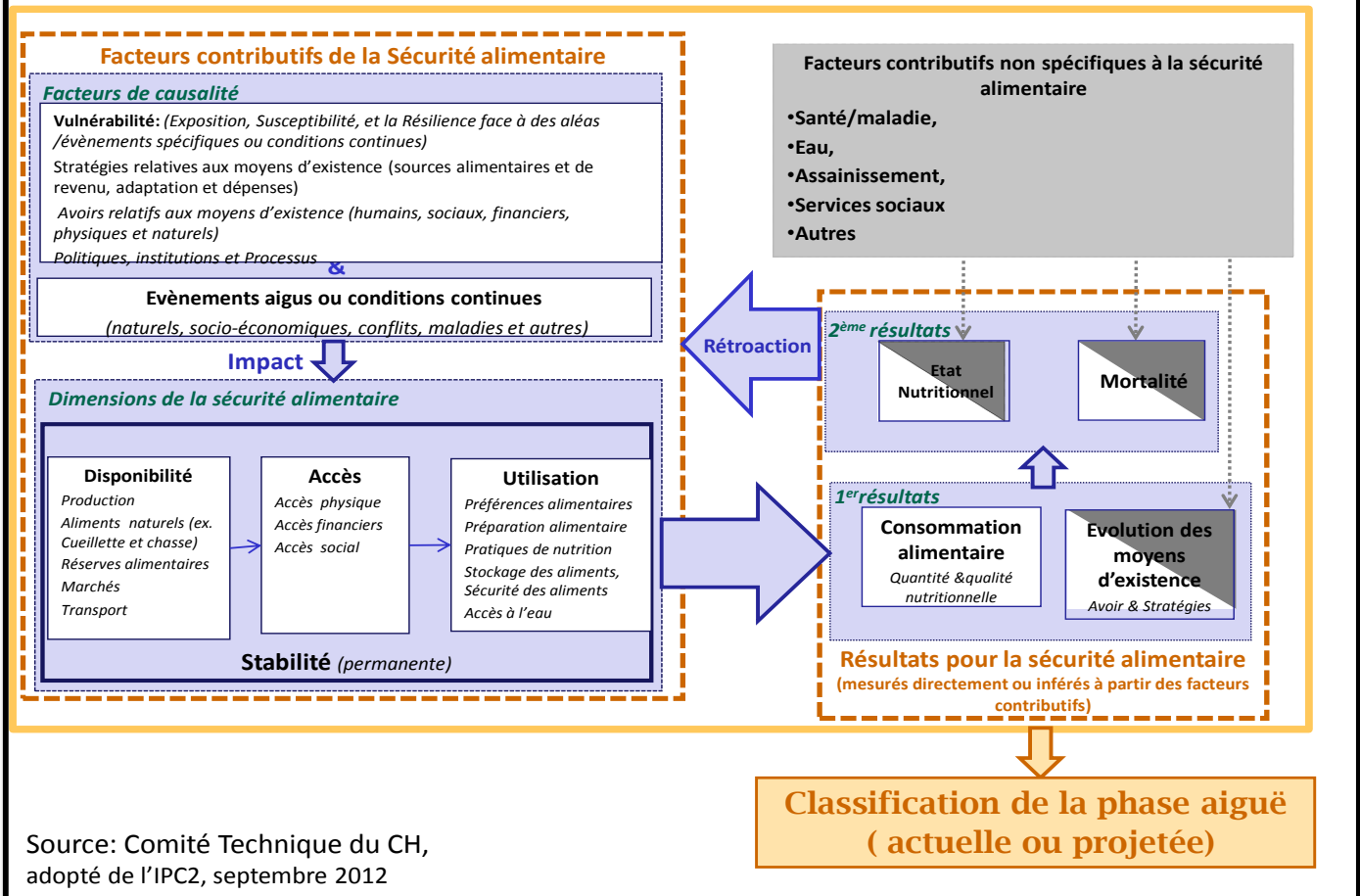
La méthodologie de l'échantillonnage des ménages procèdera d'un sondage probabiliste à deux degrés avec comme *unité primaire* les villages et comme *unité secondaire* les ménages dans les villages retenus. Le choix des ménages se fera de façon aléatoire et systématique. A travers les interviews, les informations suivantes seront obtenues : le capital humain, l'agriculture, les sources de revenus, les niveaux des stocks alimentaires, la consommation alimentaire, les dépenses, les chocs subis et les mécanismes d'adaptation des ménages.

La collecte des données sur le terrain sera effectuée par les enquêteurs qui sont les agents du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement et des enquêteurs ayant déjà travaillé pour le PAM dans les évaluations antérieures. Tous les enquêteurs seront préalablement formés pendant deux jours sur le contenu du questionnaire, les techniques d'interview et la manipulation du Personal Digital Assistant (PDA).

Les données recueillies sur le terrain seront traitées avec le logiciel SPSS. Au préalable, il sera effectué un nettoyage méticuleux des données à travers lequel les informations aberrantes seront identifiées, rectifiées ou éliminées ; ce qui permettra de faire des analyses statistiques suivant les indicateurs préalablement définis.

L'approche utilisée pour l'analyse de la sécurité alimentaire est basée sur le cadre analytique du Cadre Harmonisé version 1.0 2014.

## Cadre analytique pour la Classification



En effet, l'analyse des données sera focalisée sur les indicateurs nécessaires à l'interprétation. Elle devra permettre d'apprécier la diversité et le degré des problèmes rencontrés par les populations des différentes zones pour parvenir à l'identification des forces, des faiblesses, des opportunités et surtout des risques. Les conclusions permettront davantage d'orienter les mesures à prendre pour répondre à des phénomènes ou situations particuliers qui se seraient dégagés. En particulier, l'analyse sera orientée pour proposer des options de réponses, de même que des stratégies, et les critères du ciblage fondée et raisonnable.

L'analyse proposée sera basée sur une approche intégrée des différentes composantes de la sécurité alimentaire. Elle consistera à analyser d'abord les indicateurs socio-économiques au niveau du ménage pour mieux appréhender les facteurs conditionnels de la sécurité alimentaire. Ensuite, une analyse factorielle sera effectuée séparément sur la consommation alimentaire des ménages et sur un groupe d'indicateurs d'accessibilité alimentaire selon le contexte des zones agro-économiques et le système de vie. Enfin, une analyse des différents chocs et des moyens d'adaptation des différents types de populations (statuts d'habitation) sera effectuée et le niveau de sévérité d'insécurité alimentaire des ménages sera déterminé.

### Partenaires

La réalisation de la présente enquête est une initiative et une activité du PAM, bureau pays du Tchad avec l'appui de Bureau Régional du PAM à Dakar. Toutefois, pour cette activité, le PAM s'est associé avec d'autres agences du SNU au Tchad telles que la FAO et le Gouvernement de la République du Tchad à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement. Le SISAAP à travers la FAO a contribué financièrement et a assuré la coordination technique de cette présente étude.

Les donateurs exerçant au Tchad (UE, ECHO, USA, Coopération Française, Coopération suisse, etc.) ainsi que les ONGs internationales et locales pourront bien participer à cette opération en apportant leurs contributions (matérielle ou humaines) pendant les différentes étapes de cette évaluation, qui somme toute, est d'un intérêt général.

#### Durée et calendrier d'exécution

L'enquête est planifiée de telle manière que le processus se déroule sur une période ne dépassant pas quatre mois avec des phases successives suivantes :

- Réparation : 8 semaines
- Collecte des données sur le terrain : 2 semaines
- Analyse des données et rédaction du rapport : 4 semaines
- Présentation et validation du rapport : 1 semaine
- Finalisation du rapport : 1 semaine

### 6.2. Construction du score de consommation alimentaire

Le score de consommation alimentaire est un indicateur composite utilisé par le PAM comme indicateur proxy de la sécurité alimentaire. Il tient compte à la fois de la diversité alimentaire, de la fréquence de consommation des différents groupes d'aliments ainsi que de leur relative importance en matière nutritive<sup>5</sup>. La période de rappel porte sur les 7 derniers jours précédant l'enquête et l'indicateur est calculé au niveau ménage. La formule de calcul est la suivante:

$$\text{Score} = a_{\text{cereale}}x_{\text{cereale}} + a_{\text{legmuse}}x_{\text{legmuse}} + a_{\text{leg}}x_{\text{leg}} + a_{\text{fruit}}x_{\text{fruit}} + a_{\text{animal}}x_{\text{animal}} + a_{\text{sucres}}x_{\text{sucres}} + a_{\text{lait}}x_{\text{lait}} + a_{\text{huile}}x_{\text{huile}}$$

Avec :  $a_i$  = Poids attribué au groupe d'aliments.  $x_i$  = Nombre de jours de consommation relatif à chaque groupe d'aliments ( $\leq 7$  jours)

Le tableau ci-dessous donne les types d'aliments considérés, leurs groupes correspondants ainsi que les poids qui y sont attribués.

Types d'aliments	Groupes d'aliments	Poids
Maïs, mil, sorgho, riz, pain/beignets, pâtes alimentaires	<b>Céréales et tubercules</b>	<b>2</b>
manioc, ignames, banane plantain, autres tubercules		
Arachides/Légumineuses (haricot, niébé, pois, lentilles, etc.)	<b>Légumineuses</b>	<b>3</b>
Légumes (+ feuilles)	<b>Légumes et feuilles</b>	<b>1</b>
Fruits (mangues, oranges, bananes, etc.)	<b>Fruits</b>	<b>1</b>
Viandes, poissons, fruits de mers, escargot, œufs	<b>Protéines animales</b>	<b>4</b>

<sup>5</sup> Se référer au manuel d'utilisateur sur le score de consommation alimentaire du PAM (Food consumption analysis Calculation and use of the food consumption score in food security analysis, WFP-February 2008)

Laits/Produits laitiers	<b>Produits laitiers</b>	<b>4</b>
Sucre, miel, autres sucreries	<b>Sucres</b>	<b>0.5</b>
Huiles et graisses	<b>Huiles</b>	<b>0.5</b>
Condiments, épices	<b>Condiments (*)</b>	<b>0</b>

Des études de cas dans plusieurs pays ont permis d'établir des seuils standards pour identifier différents niveaux de consommation :

<b>Score de consommation alimentaire (SCA)</b>	<b>Profil de consommation</b>
<=21	Pauvre
>21 et <=35	Limite
>35	Acceptable

Toutefois, Exceptionnellement ces seuils sont ajustables en cas d'habitudes alimentaires spécifiques.

La méthodologie ci-dessus décrite est le résultat d'une recherche-action et de ce fait est évolutive. Un partenariat est développé avec les instituts de recherche comme l'IFPRI et des universités comme Tufts University en vue de son amélioration progressive.

### **6.3. Indice moyen de stratégie de survie**

Il est calculé sur la base de stratégies alimentaires de survie et des poids de sévérité standard. Les stratégies ne doivent pas être remises dans le contexte de chaque pays ou région: il mesure le même ensemble de comportements, en utilisant des poids universels

Les individus ou les ménages pour compenser ou dépasser l'adversité, les difficultés ou l'incapacité d'accéder aux aliments sans pouvoir en corriger ou éliminer les conditions sous-jacentes.

L'indice de stratégies de survie est un indicateur de substitution de l'accès aux aliments, et peut révéler la sévérité des stratégies auxquelles les ménages ont recours pour faire face à des déficits dans leur consommation alimentaire.

Le CSI est calculé sur la base de stratégies alimentaires de survie et des poids de sévérité standard.

**TABLEAU 12. MODULE REMPLI SUR LE SCORE SIMPLIFIÉ DES STRATÉGIES DE SURVIE**

Lors des 7 derniers jours, si vous n'avez pas eu assez à manger ou assez d'argent pour acheter de la nourriture, combien de fois avez-vous dû:	Fréquence	Poids universel de sévérité	Score = fréquence X poids
Score de fréquence			
a. Manger des aliments moins appréciés / moins chers ?	5	1	5
b. Emprunter de la nourriture ou dépendre de l'aide d'amis ou de parents ?	2	2	4
c. Limiter la taille des portions au repas ?	7	1	7
d. Réduire la consommation des adultes en faveur des enfants ?	2	3	6
e. Réduire le nombre des repas pris par jour?	5	1	5
Score total du ménage – CSI simplifié	Somme des totaux pour chaque stratégie		27

**6.3. Classes d'insécurité alimentaire et seuils de conservation des indicateurs en quatre catégories**

Domaine		Indicateurs	Sécurité alimentaire (1)	Mi-insécurité alimentaire (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Situation actuelle	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	Acceptable		Limite	Pauvre
		Couverture des besoins énergétiques	kcal/p/d $\geq$ 2100	kcal/p/d < 2100 kcal/p/d $\geq$ mean (MDER, 2100)	kcal/p/d < mean (MDER, 2100), kcal/p/d $\geq$ MDER	kcal/p/d < MDER
		Echelle de la faim	0	1	2-3	4-6
Stratégies d'adaptation	Statut des revenus	Pauvreté	None		total exp $\leq$ 100% seuil de pauvreté	total exp $\leq$ 100% seuil de pauvreté
		Proportion élevée des dépenses alimentaires	< 50%	50% -- 65%	65% -- 75%	$\geq$ 75%
	Perte de biens	Catégorie de stratégies de subsistance base sur les moyens d'existence	None	Stratégies de stress	Stratégies de crise	Stratégies d'urgence
Indicateurs résumés	Résumé de la consommation alimentaire		Chaque ménage est classé dans un groupe base sur une moyenne simple des indicateurs de consommation disponibles convertis en échelle de 4.			
	Résumé des stratégies adaptation		Chaque ménage est classé dans un groupe sur la base de la moyenne des revenus and des indicateurs de moyens d'existence			
	Classe d'insécurité alimentaire		Chaque ménage est classé dans un groupe sur la base d'une moyenne simple de l'indicateur résumé de consommation alimentaire et de celui sur les stratégies d'adaptation.			